BILAN n° 22, août-septembre 1935

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la Fraction de Gauche du P. C. I.

L'attentat de Beiso

Le 29 juin, l'organe centriste italien « Azione Popolare » publiait une mise en garde contre P. Beiso, lequel était présenté comme non inscrit au parti et où l'on insinuait qu'il pourrait être un agent provocateur. Dans ce communiqué aucune preuve, aucun indice n'étaient donnés pour justifier cette accusation infamante. P. Beiso comme il est dit dans le manifeste de notre fédération parisienne, était cependant un membre du parti, inscrit comme « activiste » au groupe des Alpes Maritimes. Après avoir demandé à son groupe local d'abord, aux instances supérieures ensuite, la rectification de la mise en garde, Beiso vint à Paris, où il poursuivit ses démarches. Dans son groupe local, on lui avait déjà promis de rectifier l'accusation portée contre lui. Mais en vain. A bout de patience, se voyant éconduit par ceux qui l'avaient accusé et ne voulant ni faire la preuve de leur accusation, ni démentir le communiqué, Beiso « rencontra accidentellement » le bonze centriste Montanari, lequel, en ricanant, l'accusa d'être un agent provocateur. C'est alors que Beiso, à bout, riposta en abattant son accusateur.

Aujourd'hui, la presse centriste parle de Montanari comme première victime de... la guerre italo-abyssine, après avoir accusé Beiso d'être un provocateur bordighiste-trotskyste. Il est évident que le cadavre de Montanari sert aux intérêts de la boutique et de la manœuvre des centristes qui connaissent parfaitement les mobiles qui ont poussé Beiso. Les trotskystes au lieu de s'opposer à cette spéculation macabre, se sont jetés dans le piège centriste en publiant un communiqué de déolidarisation avec ce dernier. Quant aux socialistes, ils entendent ne pas compromettre l'unité d'action et emboîtent le pas à la meute déchaînée.

Pour nous, il s'agit ici d'une riposte dont le centrisme porte l'entière responsabilité. Il considère comme « provocateurs » tous ceux qui n'identifient pas centrisme et communisme, sans hésiter à livrer au fascisme ou à la police démocratique des ouvriers révolutionnaires en lutte contre lui. Par ces procédés, il a rendu impossible toute lutte réelle contre la provocation.

Nous n'avons pas à nous présenter pour ou contre cet événement, bien que la voie pour combattre le centrisme ne peut être que celle qui conduit à la préparation des batailles de classe contre le capitalisme et ses agents.

Nos lecteurs trouveront plus bas le manifeste de nos camarades de la Fédération Parisienne :

OUVRIERS COMMUNISTES !

Depuis l'incident de Bezon, où des éléments centristes ont cherché à liquider, par les armes, les divergences politiques qui existent entre les fondateurs du parti communiste d'Italie et la pourriture qui, à la faveur des défaites internationales et de la dégénérescence de l'Etat soviétique a accaparé la direction du glorieux parti fondé à Livourne en 1921.

Depuis l'affaire Bonfanti, auquel l'irresponsabilité criminelle du centrisme a armé la main qui devait tuer l'avocat social-démocrate Olerici et qui s'est suicidé

à Bullier, Pierre Beiso a abattu le fonctionnaire centriste Camille Montanari.

PROLETAIRES!

De même que l'auteur d'un vol crie au voleur pour pouvoir se défiler, les responsables moraux et matériels qui ont armé la main de Beiso crient: « au provocateur », à « l'assassin ».

Pierre Beiso, à notre connaissance, était un membre du parti communiste qui avait occupé des postes responsables et de toute confiance.

Tous les dirigeants du parti savent cela, mais ils le cachent pour justifier l'obscène et ignoble spéculation sur le cadavre encore chaud de Montanari.

Membre du parti, Beiso manifesta son premier dissentiment au sujet de l'entrée de la Russie dans la Société des Nations que Lénine appela « le repaire des brigands impérialistes ».

Son dissentiment devint une opposition irréductible quand Staline déclara que « la Russie Soviétique comprend et approuve la politique impérialiste des armements à outrance de la bourgeoisie réactionnaire française ».

Le centrisme italien, comme international, ne peut maintenir en son sein des manifestations de fidélité aux traditions révolutionnaires qui ont porté à la victoire d'Octobre 1917 et à la constitution de la IIIe Internationale; il recourra alors à ses moyens habituels qui ne se distinguent pas du banditisme politique. Une mise en garde paraîtra donc dans la presse contre Beiso, le dénonçant comme non inscrit au parti et comme provocateur.

Les responsables centristes resteront sourds aux nombreuses invitations d'apporter des preuves et de rectifier qui leur seront adressées par celui qu'ils avaient tué moralement.

La conséquences en a été deux victimes: une au cimetière et l'autre dans les galères capitalistes.

PROLETAIRES COMMUNISTES!

La presse centriste crie au provocateur et à l'assassin.

MAIS QUI SONT LES PROVOCATEURS, sinon ceux qui ont lié les mains du prolétariat révolutionnaire et se sont mis au service direct de l'ennemi capitaliste?

—**QUI SONT LES PROVOCATEURS**, sinon ceux qui ont prostitué le drapeau des communards parisiens; le drapeau de l'insurrection prolétarienne et de l'Internationale révolutionnaire; qui se sont faufilés sous le drapeau tricolore en chantant la « Marseillaise », symboles avec lesquels Thiers massacra 30,000 communards?

PROVOCATEURS? Mais qui, sinon les parasites qui sucent le sang des prolétaires russes sous le prétexte du « socialisme en un seul pays », qui ont réduit l'Etat Soviétique et ce que fut la IIIe Internationale en des appendices de l'impérialisme français.

LES PROVOCATEURS sont ceux qui, profitant de la situation précaire du prolétariat révolutionnaire international, n'hésitent pas à employer l'arme ignoble de la délation policière ouverte; jettent des insultes et des calomnies infamantes contre les militants révolutionnaires qui entendent ne pas se plier devant une politique de corruption et de désagrégation du mouvement prolétarien.

ASSASSINS? Mais qui, sinon ceux qui ont sur la conscience les innombrables victimes provoquées par leur politique criminelle; les Ercoli, Garlandi, Gallo, etc., qui ont une responsabilité directe dans les fusillades et les déportations qui se vérifient en Russie contre les meilleurs combattants de la révolution mondiale.

Les Ercoli, Garlandi, Gallo, etc., qui ont condamné Calligaris et les autres, rescapés des îles de la déportation mussolinienne et qui meurent lentement de faim et de froid dans les steppes de l'insalubre Sibérie; voilà les assassins, les seuls et uniques assassins.

COMMUNISTES! PROLETAIRES!

Vous vous inclinerez avec nous devant les nouvelles victimes de la bureaucratie centriste, au service de l'Etat russe dégénéré, dont la politique est directement opposée aux intérêts de la classe prolétarienne et de la révolution communiste internationale.

Mais votre salut au fonctionnaire centriste tombé ne doit pas vous faire oublier que la conjugaison de la police bourgeoise et de la bureaucratie centriste contre les combattants révolutionnaires est, aujourd'hui, un fait accompli.

Poursuivant votre travail de clarification et de propagande pour le rétablissement des positions révolutionnaires, pour la formation des cadres des nouveaux organismes qui devront livrer l'attaque aux bastions du régime capitaliste (qu'ils soient démocratiques ou fascistes), vous éviterez de tomber dans la provocation intéressée et qui est constituée par le tissus de mensonges que publie la presse centriste, grâce à une spéculation macabre sur le cadavre de Montanari.

CAMARADES!

Votre compte avec les forces ennemies qui agissent au sein de la classe ouvrière ne peut être réglé aujourd'hui, mais sera réglé avec la marche triomphante vers la révolution, vers le communisme. Pour préparer cette marche, il faut construire les fractions de gauche, les cadres de la révolution communiste.

A bas les traîtres d'hier, d'aujourd'hui et de demain!

Vive la fraction de gauche!

Vive la révolution communiste mondiale!

FEDERATION PARISIENNE
DE LA FRACTION

L'Italie en Abyssinie

Le 7 janvier 1935, en une « nuit historique », le rénégat Laval serrait la main de Mussolini. Entre bandits le chemin de l'accord n'est pas bien difficile : il suffit d'esquiver les problèmes qui les opposent directement pour réaliser ailleurs leur butin. L'impérialisme français est, on le sait bien, pacifiste « par principe » et toute sa politique consiste à renforcer la Société des Nations, l'institution de la solidarité entre les « peuples » du monde. Grande bénéficiaire du carnage de 1914, la France ne songe qu'à une chose : sauvegarder ses conquêtes contre la convoitise qui se manifeste toujours plus vigoureuse de la part de « l'ennemi » allemand qui fut écrasé en 1918. Le système de la paix, la sécurité collective, la sécurité armée autant de formulations qui expriment la politique de celui qui, ayant avalé le gros morceau, parlera d'autant plus hautement de l'horreur de la guerre qu'il lui est horrible de penser que demain on pourrait lui arracher le fruit de ses rapines. Mussolini connaissait bien la chanson de la paix, il savait parfaitement qu'en abandonnant la position que l'impérialisme italien avait détenue pendant des années et qui consistait à appuyer les revendications allemandes, qu'en faisant miroiter devant son partenaire la perspective d'une opposition aux plans de l'Allemagne, il aurait eu partie gagnée, mais à une condition toutefois : ne pas empiéter sur le terrain de son compère. Et le marché fut conclu. Un coup d'éponge sur les précédentes revendications italiennes en Tunisie, la promesse de ne pas pousser la Hongrie sur les flancs de la Petite Entente, l'engagement de s'opposer de « toutes les forces de la civilisation » à l'Anschluss et l'accord s'est établi. En revanche on obtiendra l'assurance qu'en Ethiopie la voie sera laissée libre et que le chemin Addis-Abeba-Djibouti, la seule artère pouvant permettre une défense effective de l'Abyssinie ne sera pas mise à la disposition de l'agressé. Bien évidemment tout cela est en parfaite harmonie avec la politique de soutien de la Société des Nations et des pactes contre les agresseurs. Du moment que le but est de parer à une agression de l'Allemagne et que pour contrecarrer cette dernière, il faut laisser se développer une agression qui ne touche pas aux intérêts propres de la France, la doctrine de la Société des Nations est sauve : cette institution n'a-t-elle pas été fondée pour préserver la civilisation menacée par l'Allemagne? Et aujourd'hui cette civilisation ne peut plus se contenir, elle veut étendre sa mission à l'un des pays qui n'a pas encore eu le bonheur d'en éprouver les délices : en Abyssinie.

Un député socialiste qui avait besoin de justifier pour soi-même, à cette personnalité qui doit quand même se présenter aux ouvriers en tant que leur défenseur,

ce député socialiste demandait à Laval si, lors de la « nuit historique », il n'avait été question de l'Abyssinie. Et Laval, qui connaît d'avance le prix qu'attache le « socialiste » à sa déclaration, sachant, qu'en fin de compte, il ne s'agit que de lui permettre de se présenter à nouveau comme l'apôtre de la paix auprès des ouvriers, Laval dira immédiatement qu'il ne fut nullement question de l'Abyssinie. Mais les faits ne doivent-ils pas démontrer par la suite que la déclaration était fausse? Rien de grave! A ce moment de nouveaux événements auront surgi et l'attention des masses étant dirigée ailleurs, la possibilité existera pour répéter la manœuvre sur un autre objet et peut-être dans une autre direction. Le socialiste votera donc les accords de Rome, tout en sachant parfaitement que si l'accord a pu se faire, alors que subsistaient toutes les raisons d'opposition entre France et Italie, c'est bien parce qu'on a pu trouver une zone étrangère à la convoitise française : en l'espèce l'Abyssinie.

Et Mussolini, sûr de lui-même, passe donc aux préparatifs militaires de l'expédition. Tout aussi respectueux de la Société des Nations que l'est Laval lui-même Mussolini s'appuyera sur la procédure d'arbitrage pour régler l'affaire d'Oual-Oual. et pour sanctifier l'entreprise qui sera destinée à libérer de l'esclavage une région qui, par comble, est membre de la Société des Nations. Il est vrai que, lors de l'admission de ce pays à cette Société, l'Italie en a soutenu la candidature contre l'opposition de l'Angleterre; mais à ce moment le drapeau de la lutte contre l'esclavage était porté par l'impérialisme anglais qui a donné d'amples preuves de son appui aux intérêts des nègres ainsi que le prouve, entre mille autres épisodes, la guerre des Boers.

Mais après les accords de Rome, d'autres événements se sont déroulés. En outre, ni Laval, ni Mussolini ne pensaient pouvoir liquider tous les problèmes par leur accord. Le troisième partenaire était non seulement absent, mais il fallait même l'éviter pour pouvoir arriver à un accord. Seulement, Eden n'est pas un député socialiste français et il n'a pas besoin « d'interpeller » Laval pour connaître la réalité des stipulations de Rome. Après ces entretiens il a d'ailleurs été facile de remarquer un refroidissement accentué des relations de l'Angleterre envers la France. Lors de la visite de Flandin à Londres, en février, et successivement à Stresa, apparaissait déjà l'impossibilité de constituer un front unitaire entre les trois Etats. En même temps l'impérialisme allemand verra que le moment est arrivé pour marquer un nouveau point; il saisira l'occasion favorable de la réaction anglaise aux accords de Rome pour faire sanctionner son réarmement naval contenant aussi un commencement d'alliance avec l'Angleterre. Il est vrai que cette alliance n'est qu'amorcée et probablement sans lendemain, mais on peut remarquer qu'elle s'apparente pleinement aux accords de Rome : le réarmement est dirigé non contre l'Angleterre (au sujet de laquelle une clause limitative sera établie) mais contre une tierce puissance et particulièrement la France.

C'est ainsi que la chaîne continue à se détendre, une maille après l'autre : le premier chaînon qui se desserre disloque le suivant et la logique des situation court vertigineusement mais fatalement vers la guerre. Pour « la paix et la civilisation », la France et l'Angleterre veulent garder leur butin de 1914, pour « la paix et la civilisation », l'Allemagne et l'Italie veulent asseoir le monde sur plus de « justice » et permettre aux capitalismes respectifs d'obtenir de plus amples marchés, ce qui, pour les besoins de la cause, s'appellera satisfaire les besoins d'une surpopulation excessive.

Après la défaite du prolétariat allemand en 1933 les conditions étaient réalisées pour égorger la seule force de la civilisation contemporaine : le prolétariat. Les forces du capitalisme avaient pleine possibilité de s'épancher mais elle ne pouvaient le faire que dans la direction qui est la leur : vers le déclenchement d'une nouvelle

guerre. Le capitalisme qui avait, le premier, maté dans le sang, le prolétariat, devait aussi être à la pointe des forces préparant la nouvelle guerre. Celui que Paul Boncour appela le César de carnaval et qui comprit fort bien, en 1914, qu'il ne pouvait se baser sur sa médiocre personne pour escalader les marches de la gloire, put atteindre les faites du pouvoir uniquement en s'abaissant au rang des traîtres, ce César de carnaval peut trouver actuellement dans la situation mondiale les éléments lui permettant de jouer un premier rôle. Il est l'expression d'un capitalisme qui s'est trouvé devant la necessité et dans la possibilité d'écraser, le premier, le prolétariat, d'écraser la seule force pouvant s'opposer par la révolution à la guerre; il se trouve de ce fait même dans la possibilité et devant la nécessité de prendre des initiatives au sein des forces qui culbuteront dans la guerre.

Mussolini a parlé clairement : l'opposition à l'expédition italienne signifie le déchaînement de la guerre mondiale. Et dans ses phrases on découvre bien nettement qu'au cas d'une opposition des forces de l'ordre actuel, il se dirigera vers les « appétits insatisfaits », pour en prendre la direction. Cette menace à l'égard de la France, plus encore que contre l'Angleterre, fera frémir Laval qui donnera ordre à sa grande presse d'appuyer l'impérialisme italien.

Devant des événements d'une telle gravité, quelle est la position du mouvement ouvrier? Léon Blum mène l'orchestre. Bien évidemment il ne se tournera vers la classe ouvrière que dans le but de la canaliser vers une direction qui lui est non seulement étrangère mais antagoniste. Il écrira que la seule solution pouvant empêcher la guerre en Abyssinie, consiste en un arbitrage imposé par l'Angleterre, à défaut de celle-ci par la France, et enfin par la Russie. L'une de ces trois puissances devrait prendre l'initiative et Blum dira que le mieux placé c'est justement le Président en fonction de la Société, Litvinof. Dans l'hypothèse où l'arbitrage serait possible, il appartiendrait évidemment à la classe ouvrière de tous les pays de soutenir l'action de la France et de l'Angleterre qui peuvent rendre des points quant aux capacités de porteurs de civilisation dans les pays coloniaux. Dans l'hypothèse bien plus probable où l'accord ne s'établissait pas, la preuve aurait été faite que les socialistes auront tout essayé pour éviter la guerre. Et, en effet, ils auront tout fait pour permettre au capitalisme de préparer les conditions pour la nouvelle guerre. Dans cette passe intermédiaire, l'essentiel pour la bourgeoisie c'est bien de diriger l'attention des masses vers une impasse, de leur faire croire qu'en attendant une solution de la Société des Nations ,il sera possible d'éviter le déclenchement de la guerre. Car, en définitive, si l'accord ne s'établit pas et que des constellations ne se forment pas encore, c'est que les conditions n'en ont pas mûri. Mais au cas où la Triplice : France-Angleterre-Russie pouvait s'appuyer sur une coïncidence d'intérêts, il est certain que la proposition de Blum aurait pour résultat — étant donné la signification politique de l'expédition italienne — de souder le prolétariat à des événements qui déboucheraient directement dans la guerre.

Quant aux centristes, leur position est bien plus complexe, justement à cause de la position qu'occupe la Russie au sein de la Société des Nations. Une initiative du type de celle de Blum ne serait possible que si les intérêts de la Russie permettaient à Litvinof de prendre une position radicale à Genève. Ce qui est d'ailleurs exclu. Alors les centristes se borneront à appuyer tous les congrès fantaisistes et à remplir leur presse de phrases ronflantes pour entretenir l'attention des ouvriers qui les suivent encore aujourd'hui.

Devant les conditions où se trouve le prolétariat, le capitalisme a évidemment les mains libres. En 1898, lors de l'expédition Marchand à Fachoda et précédemment, en 1897, lors de l'expédition coloniale de Crispi, les mouvements du prolétariat italien contre ce dernier et l'agitation ouvrière obscurcie — mais non anéantie

— par l'affaire Dreyfus; dans ces moments ce sont les ouvriers français et italiens qui ont empêché la main-mise sur l'Abyssinie. Mais à l'heure actuelle, quand centristes et socialistes infestent le prolétariat de tous les pays où le capitalisme n'a pas déchaîné la terreur fasciste, la voie est libre pour la conquête du « dernier problème africain ». La seule force pouvant s'opposer à la conquête de l'Ethiopie c'est l'Angleterre et il est caractéristique de remarquer que les forces bourgeoises anglaises qui s'opposent à des sanctions contre l'Italie le font non pour appuyer l'Ethiopie, mais seulement en considération des conditions de désavantage, par rapport à l'Italie, dans laquelle se trouve leur pays. A d'autres qu'aux ouvriers de s'appuyer sur l'impérialisme anglais pour faire face à Mussolini. A d'autres qu'aux ouvriers de s'appuyer sur le régime du Négus pour faire face à Mussolini. A d'autres qu'aux ouvriers de s'appuyer sur Mussolini pour faire face au Négus. Les intérêts des ouvriers italiens et des autres pays aussi bien que d'ailleurs des exploités d'Abyssinie, sont contre tout ce bloc d'ennemis, et ne pourront se reconstituer qu'au travers de la lutte pour la révolution communiste, Il est fort probable que la guerre mondiale n'éclatera pas à l'occasion du conflit italo-éthiopien, et que l'expédition de Mussolini s'arrêtera à un point fixé d'avance en accord avec l'impérialisme anglais. Mais il est certain que ce conflit est un signe avant-coureur certain de la guerre qui approche en même temps qu'une manifestation — par anticipation — des conditions dans lesquelles va se trouver le mouvement ouvrier dans le prochain carnage. Incapable de se dresser contre la guerre, le prolétariat n'en reste pas moins la seule force capable de faire germer de la guerre la révolution communiste pour la destruction du capitalisme dans tous les pays.

Nous, Calligaris et le Centrisme

Dans le dernier numéro de « Bilan », nous avons reproduit des extraits du journal centriste « La Difesa » du 13 juillet 1935 qui, rompant enfin le silence autour de Calligaris, publiait une lettre attribuée à ce dernier. Nous disions : « A supposer un seul instant que cette lettre fût véridique, pourquoi l'envoyer en Sibérie, dans une région où le climat peut entraîner sa mort?». Les centristes prétendaient, en effet, que Calligaris avait été envoyé « volontairement », « en punition », au fond de la Sibérie.

Dans un premier moment, instruits comme nous le sommes, au sujet des mystifications du centrisme, nous avons cru qu'il s'agissait d'un faux. Mais des informations successives nous permettent d'affirmer que Calligaris est bien l'auteur de la lettre publiée par l'organe centriste. Mais déjà, dans le numéro 21 de « Bilan », nous avions posé le problème ainsi : à supposer la véracité de la lettre, elle laisse cependant subsister intégralement la signification de notre campagne.

Et, en effet, que pouvait répondre le centrisme ? Pouvait-il affirmer que dans le « pays du socialisme » on ne déporte pas celui qui ne se plie pas devant la politique centriste ? Il n'osera pas affirmer que Calligaris, qui avait manifesté le désir de sortir de la Russie et d'être mis dans la possibilité de traverser les différentes frontières pour rejoindre le pays de son choix, a obtenu, par contre, la possibilité de « trouver du travail en Sibérie ». Il ne pourra pas dire que, dans le « pays du socialisme », on tolère une voix d'opposition, la voix d'un réfugié politique qui sera relégué en Sibérie parce qu'il n'a pas su se perdre dans la mer enthousiaste des prolétaires qui acclament Staline. Il ne pourra d'ailleurs nier ce que nous écrivions dans « Prometeo » : à savoir que la répression contre Calligaris et les « autres » (puisqu'aujourd'hui nous savons qu'il ne s'agit pas seulement de Calligaris) a la valeur d'une garantie offerte au capitalisme de tous les pays, lequel peut actuellement perdre toute crainte puisque les prolétaires révolutionnaires ne trouvent aucune miséricorde dans le pays du « socialisme », où l'on ne se moque pas impunément de Staline.

Quand le centrisme nous répond purement et simplement que Calligaris n'est plus Calligaris, cela n'a évidemment qu'une importance secondaire, puisque notre campagne s'adressait aux ouvriers afin qu'ils fassent cesser une répression qui s'exerce contre les ouvriers qui veulent continuer la lutte pour le communisme. Même s'il faut admettre que Calligaris s'est déclaré vaincu,, cela ne signifie pas que toutes nos considérations aient perdu leur valeur : au contraire, elles ne peuvent qu'en être renforcées, puisque la preuve est amplement faite que le centrisme ne répond pas autrement que le système fasciste : il ne desserrera pas d'une maille la répression qu'il exerce, mais cherchera d'étouffer toute réaction parmi les masses auxquelles il sera dit que toute agitation devient inutile puisque le militant est enfin tombé.

Mais pour nous --- et le centrisme le sait parfaitement ---- il s'agit d'un problème bien plus vaste et qui se relie à la situation dans laquelle est plongé le prolétariat russe, au régime imposé par le centrisme, lequel ne laissera pas de répit aux prolétaires qui ne cèderont pas ou ne se plieront pas jusqu'à l'acceptation d'une politique qu'ils croient contrastante avec les intérêts du communisme.

Quant au cas particulier de Calligaris, nous demandons à nouveau : Pourquoi ne lui donne-t-on pas la possibilité de « travailler » ailleurs qu'en Sibérie, du moment qu'il s'agit d'un « repenti » Peut-être le centrisme n'a-t-il pas toutes les garanties à son sujet ? C'est bien cela qui nous pousse à dire : Un prolétaire dont l'existence est menacée de mille dangers peut traverser des moments où sa lucidité mentale est brouillée par les convulsions d'un organisme qui a dû supporter des années et des années de prison et de déportation dans la lutte contre le fascisme. Mais demain, quand le mal physique sera atténué ce prolétaire pourra reprendre sa vigueur. Par conséquent, il faut maintenir plus forte et plus vive l'oppression physique afin que son cerveau ne puisse reprendre la force de penser et de lutter.

Le centrisme n'a qu'un moyen pour répondre et très simplement : laisser libre Calligaris envers lequel nous ne cesserons d'affirmer notre affectueuse solidarité. Qu'il soit de la gauche, anarchiste, centriste, puisqu'il reste un prolétaire qui entend continuer la lutte contre le capitalisme, et que cette lutte il entend la continuer avec des procédés prolétariens, nous continuons et continuerons à réclamer pour lui la possibilité de militer et de « travailler » non en Sibérie, mais dans le pays, dans la localité qu'il choisira et où surtout il pourra soigner sa santé abîmée par les persécutions fascistes et centristes.

Nous sommes certains que les prolétaires comprendront la raison qui nous pousse à continuer une campagne qui ne se limite pas simplement à réclamer pour « un des nôtres » la possibilité d'échapper à la répression centriste, mais qui a uniquement pour but de protester contre la répression centriste, répression qui déferle « dans le pays du socialisme » contre les ouvriers qui veulent continuer la lutte pour le socialisme.

Les problèmes de la situation en France

Les émeutes de Brest et de Toulon contiennent, pour peu qu'on les analyse sérieusement, tous les éléments propres à l'évolution politique de la France. On y retrouve d'une part l'élan désespéré des travailleurs voulant échapper à l'étau des compressions capitalistes, d'autre part les forces sociales du capitalisme laissant d'abord s'abattre la répression féroce et meurtrière de la bourgeoisie pour s'attaquer à leur tour au cerveau de l'ouvrier Pendant que siègent les tribunaux, la campagne contre les « provocateurs » bat son plein : le front populaire veut combattre dans le « calme et la dignité » !

Malheur aux ouvriers de Brest, de Toulon, qui sous les balles des gardes mobiles, des détachements coloniaux, ont arrachés le drapeau tricolore de la sous préfecture, ont osé clamer leur haine d'une république de famine : ce sont des provocateurs qui veulent diviser le front populaire, séparer les radicaux de la grande famille démocratique. Et le P. C., la S. F. I. O., les syndicats confédérés, unitaires, toute la racaille contre-révolutionnaire se mettra en branle contre des ouvriers qui ont craché avec la rage du désespoir sur la réconciliation des classes, scellée le 14 juillet. Qui donc pourrait nier la « provocation » puisqu'elle n'est établie sur aucun fait précis. On peut nier la véracité de certains faits existants, mais lorsqu'on se contente de parler de « provocation », en invoquant la participation incontrôlable de membres d'organisations de droite aux incidents, ou bien lorsqu'on impute — comme l'a fait la commission d'enquête — la responsabilité des émeutes de Toulon à un « mystérieux coup de téléphone » déterminant les ouvriers à transformer la grève de cinq minutes en grève générale, il devient difficile de discuter. Ce n'est pas un hasard si toute la presse du front populaire parle de « provocation » sans donner de preuves : on incrimine ici les grèves spontanées des prolétaires qui contiennent une riposte tardive et isolée à l'œuvre de corruption capitaliste des traîtres, car au fond, c'est bien une provocation, de la part des ouvriers, que de faire déferler de puissants mouvements de grèves heurtant à la face, l'œuvre de désagrégation du front populaire basé sur l'exclusion des grèves et pour la lutte parlementaire. Mais il s'agit de provocations comme en fécondent les contradictions du système capitaliste et qui portent les travailleurs à porter la main sur les privilégiés. Nous connaissons d'ailleurs la vieille complainte bourgeoise qui voit dans chaque mouvement de classe, une « provocation » à laquelle, malgré leur « bon sens », les ouvriers sont poussés par des « meneurs ».

Pour le front populaire, Brest, Toulon, ces mouvements d'envergure doivent être l'œuvre d'obscurs provocateurs, puisque tout marchait si bien avant : les ouvriers avaient assisté nombreux à la fête nationale du 14 juillet ; sous la poussée des dirigeants socialistes et centristes, ils avaient chanté la « Marseillaise ». Puis, lorsque vinrent les décrets de Laval, ils avaient bien participé à la Manifestation « illégale » des fonctionnaires, place de l'Opéra, mais avaient respecté les mots d'ordre du front populaire, demandant du calme et de la dignité, sans oublier une attitude « de délicatesse » envers les agents de police également frappés. Centristes et socialistes espéraient canaliser les masses secouées durement vers de grandes démonstrations où après chaque orateur en chante l'Internationale. Et brusquement, comme un coup de tonnerre, éclatent les émeutes des arseneaux. Pourquoi ne pas croire à la provocation quand ces Messieurs avaient pris toutes les dispositions pour maintenir le calme. N'avaient-ils pas envoyé une délégation des gauches chez Laval ? N'avaient-ils pas mis les travailleurs en garde contre les « gestes irréfléchi » pouvant démanteler la République ? N'avaient-ils pas crié aux provocateurs déjà à Bullier lors du meeting des anciens combattants ? Et malgré tout, la lutte s'était déchaînée dans deux secteurs prolétariens. Une fois la répression terminée, « Le Temps » écrivit démagogiquement que le « fascisme » n'existe pas en France, mais que de tels événements pourraient le créer. Le Front populaire riposta en accusant le fascisme d'être l'instigateur de ces mouvements, ou du moins l'agent de Laval. Quand à lui, il pouvait prouver que « l'ordre » n'a pas besoin des gardes mobiles ou des fascistes, il suffit. Qui avait assuré la rentrée rapide des ouvriers aux arsenaux si ce n'est la C. G. T. et C. G. T. U. ; qui avait maintenu l'ordre lors des démonstrations qui eurent lieu pour l'enterrement des victimes de Brest, de Toulon ? Evidemment le front populaire. Et qui donc .. décidé de transposer immédiatement cette bataille sur le terrain parlementaire, d'expédier une délégation de gauche sur les lieux, afin de faire comprendre aux masses, sans équivoque, que l'heure des batailles indépendantes de classe était révolue ? Toujours le front populaire. La bourgeoisie pouvait être satisfaite et malgré ses propos haineux envers Blum-Cachin-Daladier, elle le fut certainement.

En somme, le capitalisme, grâce au front populaire, sera quand même parvenu, malgré les incidents des arsenaux, à faire accepter ses décrets-lois. Et c'est cela qui importe. Il n'ignore pas que s'il peut corrompre et se lier des organismes prolétariens, il n'est pas possible d'éviter des sursauts de colère de prolétaires, car une classe ne marche pas allègrement au suicide. Dans le dernier numéro de « Bilan », nous mettions déjà en évidence que dans l'état actuel du rapport entre les classes, en France, les seuls mouvements ouvriers qui pourront s'exprimer seront ces sursauts de désespoir qui précèdent de peu la dissolution totale du prolétariat au sein du capitalisme. C'était là une conséquence des nouvelles positions du 14 juillet qui représentaient l'aboutissement logique de la politique dite antifasciste. La République n'était pas le capitalisme, mais le régime de la liberté, de la démocratie qui représentent, comme on sait la plate-forme même de l'antifascisme. Les ouvriers juraient solennellement de défendre cette république contre les factieux de l'intérieur et de l'extérieur, alors que Staline leur recommandait d'approuver les armements de l'impérialisme français au nom de la défense de l'U. R. S. S. Pendant que défilaient radicaux-socialistes, centristes, socialistes, démocrates de tous crins, confondant les drapeaux de classes différentes, Laval et des ministres radicaux préparaient les décrets-lois.

Le problème était le suivant : le capitalisme français devait œuvrer dans une double direction : dissoudre le mouvement prolétarien de classe et faire payer les frais d'une crise économique terrible aux ouvriers en vue de faire face aux nécessités de la guerre. Il ne suffit pas que les ouvriers chantent la « Marseillaise », soient antifascistes tout comme Daladier, il faut encore qu'ils puissent être pulvérisés sur le terrain économique, incapables de s'opposer aux compressions qu'ailleurs la bourgeoisie obtint avec le fascisme. Doumergue et Flandin ont réalisé une partie de ce programme, cela d'autant plus facilement que — dès sa signature en 1934 — le pacte d'unité orientait les travailleurs vers un antifascisme basé sur l'abandon des luttes revendicatives. A cette époque la réforme de l'Etat capitaliste, le projet des ententes industrielles de Marchandeau, qui signifiaient une consécration de la défaite totale du prolétariat, furent prématurés du fait même que sur le terrain économique la bataille décisive n'était pas encore jouée. L'avènement de Laval, le protagoniste du pacte franco-russe, témoignait éloquemment que la bourgeoisie allait jouer la carte soviétique pour atteindre ses objectifs. Effectivement, au nom de Staline, le centrisme se rallia à la défense nationale, passa directement au service de la bourgeoisie, envisagea le soutien de formations gouvernementales de gauche. Les décrets de Laval pouvaient donc s'abattre sans que des réactions sérieuses se fissent jour ; en effet, en tant que force gouvernementale française, le P. C. rejoignait la S. F. I. O. pour reconduire toute résistance ouvrière vers l'arène parlementaire où devait s'élaborer une solution de gouvernement républicain. Peut-être bien à la rentrée des Chambres, Laval « succombera-t-il » sous la poussée des gauches, car une partie des radicaux avec Daladier, Cot (qui ont cependant soutenu Doumergue et Flandin), Marquet et les néos participent aujourd'hui à la campagne du front populaire contre Laval. De toute façon, la manœuvre du capitalisme français à admirablement bien réussie : il s'agissait de créer des conditions politiques où aucune réaction prolétarienne ne puisse trouver une direction. Grâce à la confusion du 14 juillet, la bourgeoisie y parvint. C'est pourquoi ce n'est vraiment pas un hasard si Laval permit ce cortège, en avertissant que sitôt lancés les décrets-lois, les manifestations se-

raient interdites. C'est seulement en battant à plate couture le prolétariat sur le terrain de ses revendications,que le capitalisme parviendra à réaliser effectivement ses projets d'incorporation et de transformation des organismes de classe du prolétariat, à en faire des instruments d'administration officielle de ses intérêts.

Le 14 juillet, les arrêtés-lois de Laval, les événements de Brest, Toulon, qui caractérisent si bien l'isolement du prolétariat, incitent à tirer un bilan des événements en France, avant d'aborder les problèmes concrets du mouvement prolétarien.

Il est un fait: la vieille démocratie française se défend — beaucoup mieux que le capitalisme italien ou allemand — avec la force combinée d'une puissance économique qui bénéficie d'un circuit de colonies, d'une structure non super-industrialisée et pouvant mieux résister à la crise, et de traditions séculaires contre un prolétariat essayant en vain de se donner une conscience de classe. Pour ceux qui aiment les formules toutes faites, qui estiment qu'il faut apprécier la révolution russe pour la possibilité qu'elle offre de recalquer ses péripéties dans les pays occidentaux, la France offre bien des surprises, plus encore que l'Allemagne et l'Italie. Dans ces derniers pays l'on essaya d'inventer une opposition entre la démocratie et le fascisme, que le prolétariat aurait pu exploiter en vertu de la fameuse histoire de Kornilov. Mais ici et là, il fut prouvé qu'il s'agissait de deux formes de domination capitaliste, nullement antagonistes, mais successives: l'une préparant les conditions pour l'autre, l'une immobilisant le prolétariat en prévision de l'autre. En France, après l'avènement du fascisme en Allemagne, il fut d'abord proclamé que le seul fait de le crise économique justifiait la venue prochaine du fascisme. Avant même que ce danger se précisât, on proclamait la nécessité d'exploiter le contraste entre la démocratie et le fascisme inexistant. Mais les effets de la crise économique sur le prolétariat ne le portent pas forcément vers des mouvements révolutionnaires. Il faut pour cela des conditions déterminées: un ébranlement général de l'appareil étatique du capitalisme, faisant de chaque mouvement prolétarien un danger direct pour l'Etat capitaliste. Cette situation exista en Italie, après l'occupation des usines; en Allemagne en conséquence du poids qu'avait acquis le prolétariat, après ses batailles révolutionnaires de 1919 et 1923. En France, avant même que la crise se fasse sentir, le centrisme avec sa « troisième période », désagrégeait le prolétariat, et en 1932, lors de l'avènement des cabinets de gauche, le livrait impuissant aux louvoyements d'Herriot, Chautemps, Daladier entamant les premières batailles de crise contre les ouvriers. Pourquoi appeler le fascisme quand il était possible de tamponner, grâce aux profits coloniaux, les chocs de classes et que les mouvements révolutionnaires pouvaient être évités grâce au centrisme et à la social-démocratie. Il est faux de prétendre que la domination par excellence du capital financier est le fascisme et que celui-ci étant la force prédominante en France, comme dans tous les pays, ce dernier serait inévitable. Précisément parce que le capitalisme financier réalise la puissance de la classe bourgeoise dans son ensemble, il vise avant tout à la destruction du prolétariat. Et la domination démocratique est de beaucoup celle qui s'adapte le mieux au maintien de ses privilèges, car mieux que le fascisme elle pénètre le cerveau de l'ouvrier, le pourrit intérieurement, alors que le fascisme écrase par la violence une maturation de classe que le capitalisme ne parvient pas à faire disparaître.

Le France prouve que le sommet de la soi-disant opposition irréductible entre la démocratie et le fascisme — que le prolétariat devrait exploiter — est donné par l'antifascisme qui conduisit au 14 juillet et aux décrets-lois de Laval, c'est-à-dire à la dissolution au point de vue politique et à la défaite sur le terrain économique. Après le 6 février, ce n'était pas l'heure du fascisme qui sonnait, mais celle des attaques d'envergure du capitalisme auquel le prolétariat ne pouvait s'opposer qu'à la condition de réaliser la capacité de faire de ses luttes partielles un piédestal pour des attaques contre l'Etat capitaliste. Mais dès l'avènement de Doumergue, les travailleurs de l'Etat, les fonctionnaires en premier lieu, puis d'autres catégories furent abandonnés à eux-mêmes, alors que les centristes partaient en campagne pour le « syndicat unique », sorte d'amalgame en dehors de la C. G. T. et de la C. G. T. U. et que les réformistes se gardaient bien d'appuyer positivement des projets d'unité syndicales, comprenant parfaitement qu'une unité syndicale se réalisant alors qu'éclataient encore des mouvements de classe, pouvait nuire aux intérêts du capitalisme. Point n'était même besoin d'une réforme de l'Etat, puisqu'il était possible de réduire à merci tous ceux qui se rattachent à celui-ci, soit salariés, fonctionnaires, soit instituteurs. C'est pourquoi Doumergue put se retirer dans l'indifférence générale pour faire place à Flandin, qui développa, somme toute, le programme de son prédécesseur, en entraînant de plus larges catégories de prolétaires dans le mouvement de « sacrifice national »: c'était-là la base d'une véritable réforme de l'Etat.

Par ailleurs, une simple comparaison entre la période de Brüning, en Allemagne et celles des décrets-lois de Laval, en France (qui ont la même signification: démembrer le prolétariat et ses organismes de classe) permet d'établir la fonction similaire du fascisme hitlérien et des forces démocratiques agissant dans le front populaire. En face des décrets de famine de Brüning, le centrisme développa la théorie «social-fasciste», allant jusqu'à participer au plébiscite prussien contre le gouvernement socialiste de Braun, — provoqué par les fascistes — et agita son opposition syndicale révolutionnaire, isolant les ouvriers communistes des masses. D'autre part, les socialistes, au nom du moindre mal, en raison des postes étatiques occupés par eux, préconisèrent l'acceptation de ces décrets. Ces décrets allaient porter un coup décisif au prolétariat immobilisé par centristes et socialistes, alors que le fascisme passait à l'offensive sans rencontrer la résistance d'un prolétariat qui, s'il avait pu lutter pour ses revendications, en aurait fait le front de la révolution.

En France, par contre, les socialistes passent à l'attaque contre Laval, les centristes agiront afin de pousser la S.F.I.O. au pouvoir, pour le soutien de toute formation gouvernementale de gauche (abstraction faite des personnalités) déclarant vouloir lutter pour l'amélioration de conditions d'existence des travailleurs (Thorez), mais établiront le front populaire sur l'exclusion des grèves, donc sur l'acceptation des mesures de démolition du mouvement prolétarien. Toute l'agitation du front populaire au lieu d'avoir pour conséquence le renforcement du fascisme, comme ce fut le cas pour les imposantes manifestations et l'agitation des centristes, de la Bannière d'Empire socialiste, en Allemagne, se dirigera en France vers une conversion du front populaire en un gouvernement populaire. Les événements ne se dirigeront pas vers la cristalisation d'une opposition violente entre la bourgeoisie et le prolétariat que le fascisme exprimera victorieusement, mais vers l'opposition entre des formations bourgeoises où le prolétariat sera anéanti. Ainsi, si en France les forces démocratiques auront la fonction qu'eut le fascisme en Allemagne, cela découlera de situations différentes, mais où l'objectif capitaliste sera d'écraser le prolétariat.

Devant les arrêtés-lois de Laval, la position du front populaire fut la suivante: ce n'est point la république qui frappe, c'est Laval le représentant « des Bastilles économiques ». L. Blum partira en guerre contre l'inégalité dans le sacrifice alors que la devise républicaine viserait à l'égalité... Le centrisme, sous la plume de Duclos, écrira qu'il repousse les décrets qui abaissent le pouvoir d'achat des masses, sous entendant par là son acceptation de ceux des décrets appelés à baisser le coût de la vie: en réalité à donner le change au prolétariat. En tout cas, tous feront une distinction entre les radicaux, membres du gouvernement, et Laval. Ceux-ci seraient les prisonniers de celui-là et c'est au bloc socialo-centriste qu'il reviendrait de les délivrer.

La position du parti radical socialiste, au cours de ses événements, manifestera clairement sa conscience hautement capitaliste: c'est lui qui servira de pont entre le centrisme et la bourgeoisie, c'est lui qui présidera au passage des ouvriers sous le drapeau tricolore et préparera dès maintenant les bases pour une formation gouvernementale de demain, pour la continuation de la réalisation du programme du capitalisme sur une perspective de gauche. Le 14 juillet, les ouvriers, à l'instigation des centristes, crieront « Daladier au pouvoir ». Pourtant des représentants du parti radical furent les collaborateurs de Doumergue, d'autre part des « antifascistes » actuels appuièrent ce dernier. C'est donc que la condition de continuer le programme de Doumergue, de Flandin, de Laval, pourrait se trouver momentanément dans une formation du front populaire, qui représente quand même la position du capitalisme français pour mobiliser demain les masses pour la

guerre impérialiste, sans que l'on puisse affirmer que c'est là le gouvernement de la boucherie impérialiste, besogne pour laquelle la droite est plus apte.

Si maintenant l'on examine le problème syndical en France, on peut constater que chaque progression des situations s'accompagne d'une étape supérieure de dégénérescence des syndicats. Alors que se succédaient toutes les nuances de la gamme gouvernementale de gauche, attaquant sous l'aiguillon de la crise le prolétariat, ni C. G. T., ni C. G. T. U. ne posèrent un seul instant le problème de l'unité syndicale. Ce n'est qu'après la grève générale du 12 février 1934 que l'on parla enfin de réaliser cette fameuse unité, mais c'est plutôt aujourd'hui, après l'écrasement des grèves de Brest, Toulon, que réformistes et centristes posent le problème ouvertement. Si les communistes revendiquent tout particulièrement l'unité syndicale dans des époques de reflux révolutionnaire, c'est uniquement parce qu'alors la concentration des masses dans des syndicats uniques permet une lutte plus efficace contre le capitalisme. Mais ce n'est là qu'une condition essentielle de la résistance ouvrière. Il serait faux de prétendre qu'en luttant pour l'unité syndicale à tout prix, comme on le fait en France, on résolve en même temps les problèmes du programme des luttes prolétariennes. La concentration des masses dans des organisations de classe sous un drapeau qui leur est étranger, équivaut à une défaite aussi terrible que la pire des divisions : ce qui ne signifie pas l'apologie de la scission.

L'histoire des derniers rapprochements entre C.G.T. et C.G.T.U. montre les capitulations des centristes, leur acceptation d'un programme contre-révolutionnaire, présenté par les réformistes. On sait que le Plan du Travail de C. G. T. (combattu antérieurement avec acharnement par le P. C. l'apparentant au Plan de Man, qui servit de base pour la collaboration ministérielle en Belgique après la dévaluation) est aujourd'hui accepté par la C. G. T. U. comme par tous les participants du rassemblement populaire. Il s'avère donc que l'unité syndicale sera ici le couronnement de la paralysie de classe du prolétariat, d'une désagrégation des masses sur le terrain économique aussi forte que celle qui s'est effectuée sur le terrain politique. Pour répondre aux exigences du capitalisme, pour remplacer dans les cadres de la démocratie française le recours au fascisme, il faut que les forces du front populaire parviennent à réaliser elles-mêmes « la réforme de l'Etat » : en tout premier lieu l'encadrement des forces syndicales par l'Etat, afin qu'elles ne puissent servir aux luttes ouvrières, afin que toute tentative de lutte ouvrière soit sporadique sans issue. Ainsi au dernier Congrès du Syndicat National des Instituteurs (où Jouhaux proclama démagogiquement qu'en cas de coup de force contre les libertés républicaines « nous sommes résolus à donner le mot d'ordre de grève générale sans limite autre que la victoire »), Delmas, son secrétaire, préconisera la formation d'un gouvernement de «Front populaire» auquel se soumettraient tous les travailleurs de l'Etat, les fonctionnaires. Pour ces catégories il est clair que l'unité syndicale ne pourra s'effectuer que s'il existe des garanties qu'elle se dirigera vers le soutien du capitalisme. Pour l'ensemble du mouvement syndical, l'interdiction des fractions imposée par les réformistes représente l'abandon même de la lutte des classes. La résolution pour la fusion des mineurs du Nord, adoptée par confédérés et unitaires, dit que « les délégués des deux syndicats réunis déclarent qu'ils s'opposeront à tous les partis politiques groupements extérieurs au syndicalisme qui tenteraient de diriger, soit directement par eux-mêmes, soit indirectement par le fonctionnement de fractions constituées par eux, les débats, les décisions de la vie du syndicat ». Sur ce point essentiel réformistes et centristes sont donc d'accord : ce qui reste en discussions ce sont les modalités de fusion. Les uns veulent la « fusion préalable à la base » avant le Congrès général, c'est-à-dire la dissolution de la C. G. T. U. dans la C. G. T. ; la bureaucratie centriste repousse ce système qui la frusterait de postes vu le rapport des forces entre les deux centrales (près de 700.000 aux Confédérés contre près de 200.000 aux unitaires) et demande un Congrès de fusion où le partage se ferait plus « équitablement ». Rappelons que la « fusion à la base » est une vieille revendication centriste de la période où il s'agissait de grignoter la C. G. T.... Toutes les résolutions officielles au sujet de l'unité syndicale avec défense des fractions, indiquent qu'il s'agit là d'une condition pour faire régner la démocratie dans les syndicats, pour garantir le caractère de classe de ses derniers, pour empêcher la main mise des partis sur leur activité. Précisons tout d'abord que si nous combattons une unité syndicale s'effectuant sur la base d'un programe contre révolutionnaire, nous ne lui opposons pas la scission, mais nous la subissons telle que — vu le rapport des forces — en expliquant aux prolétaires sur quel programme il est seulement possible de faire de cette unité une arme contre le capitalisme. Pour ce qui est de l'interdiction des fractions par les bonzes centristes et socialistes, il est évident qu'il s'agit ici de garantir statutairement le pouvoir des traîtres. : émanation du capitalisme au sein du mouvement prolétarien. Mais en revendiquant le droit des fractions dans les syndicats, les communistes ne faussent pas leur nature et leur fonction en les transformant en des copies du parti, en comités inter-partis ou bien encore en des lieux où chaque groupement politique viendrait déverser des querelles de boutiques, comme le fit le centrisme avec la C. G. T. U. qui dut se prononcer au sujet de la « ligne » du P. C. Il s'agit au contraire de donner au syndicat son véritable caractère, d'en faire vraiment une expression générale de la vie du prolétariat où se reflètent tous les remous, tous les courants qui l'agitent. Interdire les fractions c'est donner le monopole de la direction des syndicats à un courant déterminé donc altérer profondément les bases naturelles de l'organisation, en faire un parti. C'est bien ce que fait la C. G. T. qui sous des étiquettes d'indépendance syndicale participe à des conseils économiques de la bourgeoisie, lutte pour un « gouvernement de front populaire », élabore des programes d'Etats Généraux pour « réformer » l'Etat bourgeois : en fait détruit les syndicats. De même la C. G. T. U. prenant position contre les communistes de gauche, etc. Nous ne visons pas à inféoder les syndicats au P. C., mais à conquérir la majorité des ouvriers aux positions de la lutte communiste, ce qui signifie que la fraction syndicale communiste apparaît comme l'organe du parti, nécessaire pour faire des luttes revendicatives des marches vers une lutte plus générale contre l'Etat capitaliste dont le parti seul élaborera le programme historique. En dernière analyse cette évolution de la conscience des ouvriers dépend des événements mais aussi de l'intervention consciente des fractions communistes dans les assemblées syndicales. Rattacher syndicat et parti c'est donc admettre une evolution rectiligne de la conscience des ouvriers vers le communisme alors que cette évolution suit les bas et les hauts des situations : c'est fausser la nature de l'un et de l'autre. Mais considérer chaque syndiqué comme un membre s'inspirant uniquement des « intérêts syndicaux », interdire les fractions, soi-disant « immixion » des partis dans les syndicats, c'est permettre la démagogie des réformistes qui au nom de la « démocratie syndicale » soutiendront en Belgique les campagnes du P. O. B., en France celles de la S. F. I. O., mais excluront les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. En outre, c'est légaliser l'impossibilité pour les luttes partielles de trouver un autre débouché que celui du réformisme et du centrisme, à l'exclusion de batailles révolutionnaires. Cela explique d'ailleurs pourquoi au moments des grèves de Brest et Toulon ni la C. G. T., ni la C. G. T. U. ne songeront un seul instant à recourir à la grève générale. En opposant le syndicat basé sur le droit des fractions au syndicat où elle sont étouffées au nom de la « démocratie », ou tolérées non organiquement mais comme « tendance », nous ne faisons qu'opposer la réalité de la lutte des classes, où s'agitent au sein du prolétariat des courants différents, à sa déformation capitaliste. D'autre part, nous permettons aux ouvriers d'armer leurs organismes de base d'un programme résultant de la confrontation des solutions apportées par les partis au problèmes des luttes partielles, donc de relier chaque moment de leur vie revendicative à tel ou tel autre programme historique. En définitive, admettre les fractions dans le syndicat s'est créer des conditions pour le développement d'une vie syndicale de classe sans cesse en progression, c'est poser le syndicat sur ses fondements spécifique : c'est en faire le lieu où s'ébaucheront les résistances prolétariennes aux attaques capitalistes.

Dans un prochain article nous traiterons encore de la fonction du syndicat unitaire de l'Enseignement dans le mouvement syndical, plus amplement du problème des fractions et enfin des problèmes propres au mouvement communiste français.

Rapport sur la situation en Italie

(Suite et fin)

Le résumé que nous avons fait de la genèse du mouvement fasciste, nous a permis de vérifier un point cardinal de la doctrine marxiste : les classes moyennes sont foncièrement incapables de prendre le pouvoir étatique afin de réaliser un type d'organisation sociale correspondant à leurs intérêts particuliers. Le fascisme n'est nullement un mouvement des classes moyennes, mais répond uniquement aux intérêts du capitalisme. Ce dernier ne soulèvera point ds objectifs répondant aux revendications des classes moyennes, mais fera dépendre sa tactique de guerre civile des conditions dans lesquelles se trouvent les différents secteurs de la classe ouvrière, son ennemi mortel. Les classes moyennes des campagnes surtout se rallieront au fascisme, mais seulement après que la terreur aura brutalement disloqué leurs rangs.

Lors de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre (1919-21), les classes moyennes se collèrent au mouvement ouvrier mais ne firent nullement fonction d'appoint à la lutte révolutionnaire. Leur intervention devait permettre au capitalisme de brouiller et obscurcir la vision et la conscience de l'avant-garde prolétarienne. L'expérience italienne confirme, à notre avis, la thèse de la nécessité de l'appui des classes moyennes (et surtout des paysans), pour le succès de la révolution, mais à la condition qu'à la tête de ces luttes se trouve le parti de classe se basant exclusivement sur le programme du prolétariat et ne consentant à aucune compromission, à aucun partage de pouvoir avec les formations intermédiaires. Lorsque la vague révolutionnaire se fut effritée à cause du manque du parti de classe, ces couches sociales tout en n'ayant aucun intérêt au mouvement fasciste, formèrent la masse essentielle de manœuvre du capitalisme pour le déclanchement de l'offensive réactionnaire. Nous avons vu que ce dernier, dès sa naissance, se présente comme l'instrument de la classe capitaliste qui suivra des critères de stratégie militaire pour déchaîner la guerre civile : les secteurs où il agira d'abord sont ceux où le front ouvrier est le plus fracturé (dans les campagnes) à cause de la pluralité des formations économiques que l'on y trouve et qui devaient faire ressortir une certaine hétérogénéité des intérêts des travailleurs et aussi un certain contraste entre les couches d'exploités. C'est seulement après avoir gagné les régions paysannes que le capitalisme s'attaquera aux centres industriels où il déclenchera l'offensive quand déjà la manœuvre de conversion de la machine étatique sera à son terme et le fascisme à la veille de la conquête du pouvoir. Nous avons vu d'ailleurs que l'expérience italienne détruit dans ses fondements la théorie suivant laquelle le fascisme serait le mouvement des classes moyennes ou une tentative de ces classes d'affirmer leur pouvoir « indépendant » : en effet une des régions qui a offert la résistance la plus acharnée au fascisme a été la Toscane où la majorité des travailleurs est précisément composée de petits paysans. Ceux-ci étant une masse compacte et l'économie agraire n'ayant pas été bouleversee par de profondes transformations industrielles, le front des travailleurs n'était pas fracturé mais la condition existait pour établir un front unitaire de la lutte et de la résistance des travailleurs. D'autre part, si en Italie il existe une région où le prolétariat est presqu'absent et où les classes moyennes représentent la totalité de la population travailleuse, cette région est bien le Sud où le mouvement fasciste a été toujours insignifiant. Dans la technique même de la guerre civile, livrée par le capitalisme, nous voyons donc confirmée la thèse centrale qui présente le fascisme comme un instrument de domination du capitalisme, comme une forme perfectionnée de cette domination et dont nous retrouvons la nécessité dans les caractéristiques particulières de certains Etats capitalistes se trouvant devoir traverser la phase du déclin historique de la bourgeoisie en des conditions qui limiteront énormément sa base de manœuvre; cela tant sur le terrain de la lutte contre le prolétariat que sur le terrain des compétitions inter-impérialistes. Ainsi que nous l'avons déjà mis en évidence, c'est surtout le manque d'empires coloniaux qui rendra plus aigües les éclosions des contrastes et donnera aussi une orientation nettement révolutionnaire aux mouvements ouvriers. D'ailleurs la rapide ascension du mouvement fasciste en Allemagne où les classes moyennes ont une importance extrêmement plus limitée qu'en Italie, fait litière d'une conception qui peut être reprises uniquement par les traîtres du prolétariat à la recherche continuelle d'un front « antifasciste », où la présence bourgeoise doit anéantir les possibilités de lutte de la classe ouvrière.

Nous croyons devoir préciser maintenant un autre point qui a trait à la prétendue opposition organique entre démocratie et fascisme. Nous avons été parmi les premiers à nous élever contre la théorie du « social-fascisme », mais cela non parce que nous affirmions, contre le centrisme, qu'une incompatibilité historique existait entre le libéralisme et le fascisme, mais parce que la formule de Staline altérait dans ses fondements mêmes les notions de la lutte ouvrière. Nous continuons d'affirmer qu'entre ces deux formes de domination capitaliste, existe une nécessité de succession qui se manifestera uniquement dans les pays où les conditions historiques particulières obligent la bourgeoisie à recourir au fascisme; nous continuons d'affirmer que la perspective d'un fascisme mondial est une invention purement littéraire et qui ne correspond nullement avec l'évolution des situations actuelles. Au fond de cette perspective se trouve non seulement une fausse interprétation de la nature du fascisme, que l'on verra surtout comme une émanation de certaines couches rétrogades du capitalisme, mais aussi une incompréhension des nécessités foncières du régime bourgeois. Ce dernier ne se trouve nullement, au point de vue économique, aussi bien que politique, dans une situation identique dans les différents pays à tel point que chaque Etat devrait recopier mécaniquement l'évolution traversée par l'autre. Par contre le même objectif : l'écrasement du mouvement révolutionnaire suivra des chemins différents, car le degré de la maturité des luttes ouvrières est différente et que l'assiette économique de chaque Etat est plus ou moins vaste. Nous constaterons, par exemple, à l'heure actuelle, après 14 années de fascisme en Italie, qu'au cours d'une situation de contrastes inter-impérialistes très aigüs, le mouvement fasciste ne s'universalise point et que par contre la course des événements qui nous conduiront à la guerre se fera sous l'enseigne de l'antifascisme en France, ou de l'absence totale de toute base pour le fascisme et pour l'antifascisme en Angleterre, un des pays les plus riches d'empires coloniaux. L'expérience prouve chaque jour que la diversité de régimes dictatoriaux ou fascistes et des régimes libéraux ou démocratique, permet de faire surgir sur le front des luttes inter-Etats, le dilemme « dictature-démocratie », qui deviendra le drapeau sous lequel les masses ouvrières seront mobilisées pour le nouveau carnage mondial. D'autre part, les derniers événements en France prouvent que c'est justement sur le front de « l'antifascisme » que la manœuvre bourgeoise pour détruire l'avant-garde prolétarienne, peut réussir et asséner des coups décisifs aux conditions de vie des travailleurs.

Pour ce qui concerne l'Italie, la succession démocratie-fascisme ne se vérifiera pas seulement au point de vue de la continuation de la domination du capitalisme mais aussi pour ce qui concerne les critères essentiels de la politique générale de l'Etat dans le domaine international aussi bien qu'intérieur. Nous trouverons une différence capitale entre la situation italienne actuelle et celle qui précéda la marche sur Rome, mais cette différence existe uniquement pour ce qui concerne la classe ouvrière et la position de cette dernière dans le rapport des classes. Avant d'examiner les problèmes particuliers de la politique du fascisme au sein du prolétariat (syndicats et corporations) nous croyons devoir mettr en évidence les dernières évolutions de la politique étrangère de Mussolini qui ne font que recalquer l'un des axiomes des gouvernements démocratiques italiens de l'après-guerre. Sur le front européen les ministres libéraux sontenaient la nécessité d'une compromission avec l'impérialisme français et son appendice, la Yougoslavie, afin d'obtenir « pacifiquement » une extension de l'influence italienne qui devait rechercher des débouchés, particulièrement là où d'autres Etats n'avaient pas établi leur emprise. Mussolini, après quelques affirmations radicales (faites surtout en fonction des nécessités intérieures) envers la Yougoslavie, ne fit que porter à sa conclusion les directives du ministre démocratique des Affaires Etrangères Sforza, et liquida le problème dalmatien par un Traité avec cet allié de l'impérialisme français dans les Balkans. Les revendications initiales du mouvement fasciste pour la libération de la Dalmatie, furent abandonnées et Mussolini se contenta d'achever ce que les gouvernement qui le précédèrent ne pouvaient porter à une conclusion. En outre, sur le front international nous constaterons que la politique de subjugation aux intérêts et à la maîtrise des Etats-Unis (pour obtenir un fort courant des capitaux de ce pays), cette politique qui a représenté le thème essentiel du gouvernement antifasciste et démocratique de Nitti, sera suivie par Mussolini qui donnera des gages encore plus positifs aux exigences du capitalisme yankee : la nécessité des capitaux se faisant sentir bien plus fortement que dans les premières années de l'après-guerre. Au point de vue général, si l'on fait abstraction de la chorégraphie dont le fascisme a recouvert sa politique, nous constaterons une continuité absolue entre les gouvernements démocratiques et celui de Mussolini. L'impérialisme italien a profité de la situation particulière dont il hérita à Versailles; puisqu'il fut forcé de se contenter de miettes dans la répartition du butin de la guerre, il s'est dissocié du front des vainqueurs, sans toutefois s'assimiler à l'Allemagne dont il appuiera les différentes revendications jusqu'au moment où les conditions pour la nouvelle guerre mûrissant, le problème se posera d'essayer de prendre une place de premier rang dans les constellations impérialistes. Cette politique ressort des conditions particulières de l'Italie et nous pou-

vons nettement affirmer que n'importe quelle autre équipe ministérielle de ce pays aurait suivi le même chemin que celui emprunté par Mussolini, lequel d'ailleurs(ainsi que le constatait récemment M. Sforza) s'est référé aux directives des gouvernements démocratiques qui l'ont précédé et préparé. Pour ce qui concerne l'expédition en Abyssinie, là aussi nous ne retrouverons rien de spécifiquement fasciste et il nous suffira de rappeler que c'est justement un gouvernement qui put bénéficier, à différents moments, de l'appui indirect des socialistes, le ministère de Giolitti, qui dirigea la conquête de la Lybie et de la Tripolitaine. Si les socialistes furent contre cette expédition en 1911, il n'en reste pas moins vrai que leur divergence ne les conduisit qu'à une opposition de parade puisque sur le plan gouvernemental ils restèrent les alliés indirects d'un gouvernement, dont l'objectif essentiel était celui de la corruption du mouvement ouvrier et son rattachement aux institutions démocratiques de l'Etat italien.

Pour ce qui concerne les problèmes particuliers de l'économie italienne nous constaterons que, dans les différents domaines, le fascisme n'apporte rien de spécifiquement nouveau et que la formulation d'Etat fasciste, de révolution fasciste, sont autant de bulles de savon destinées à se dissiper à la moindre analyse de la réalité. Il est évident que l'on peut facilement dresser un bilan de faillite de l'économie italienne. Les « savants » antifascistes résidant à l'étranger auront vite fait de coller l'adjectif « fasciste » au substantif « économie » et dès lors ils donneront une signification scientifique (!) à toutes les statistiques qu'ils allligneront. Ce petit jeu donne régulièrement l'impression aux ouvriers que les chefs de l'antifascisme sont en possession de la pierre philosophale, bien que chaque fois ils devront recommencer. Ainsi, telle année, sur la base d'un fouillis de documentation qui sera étayée uniquement pour brouiller les données des problèmes économiques, l'on prédira l'impossibilité pour le fascisme de surmonter la phase ultime de la crise « économique fasciste » et l'on dira aussi à la bourgeoisie italienne qu'elle peut maintenant mesurer l'ampleur de son erreur : avoir confié la sauvegarde de ses intérêts à l'équipe des écervelés, des bandits, des profiteurs fascistes. Il est bien vrai que ces derniers pourraient bien vite riposter que des équipes analogues existent dans tous les autres pays où l'éclosion des scandales ne s'avère nulllement comme un moyen d'en arrêter la succession et la multiplication. Bien au contraire, ainsi que l'expérience en France le prouve éloquemment, ces scandales seront évoqués dans l'intérêt du capitalisme qui en profitera pour diriger l'attention des ouvriers en dehors de leurs intérêts et de leurs luttes spécifiques : le dernier scandale Stavisky a fourni une base de manœuvre pour déclancher des attaques continues contre les conditions de vie des travailleurs. De plus, avec une ampleur à peu près égale, les chiffres exprimant la débâcle économique peuvent s'appliquer à l'économie italienne aussi bien qu'à celle des autres pays où d'ailleurs nous assisterons à une évolution analogue pour ce qui concerne la discipline croissante des initiatives des individualités capitalistes, l'intervention toujours progressive de l'Etat dans les différents domaines économiques : agraire, industriel, financier.

Le fascisme arrive au pouvoir dans des conditions économiques moins défavorables que celles qui suivirent immédiatement la guerre. Il en fut de même en Allemagne où le point crucial de la crise (1930-32) avait pu être dépassé par la bourgeoisie sous la direction de gouvernements non fascistes et subissant même l'influence socialiste. En Italie, le fascisme déchaîne son mouvement au cours de la crise économique de 1921, en prenant également figure de défenseur des intérêts ouvriers et en attaquant démagogiquement les chefs réformistes incapables de diriger la résistance des travailleurs à l'attaque patronale pour la diminution des salaires. Quand il prit le pouvoir, en novembre 1922, le fascisme put bénéficier d'un certain répit au point de vue économique et put donc laisser subsister toute l'armature de l'Etat et de la société, en recourant même aux systèmes classiques du libéralisme : à ce moment il brandit le drapeau de la lutte contre l'Etat et son intervention dans le domaine économique qui devait rester ouvert uniquement aux initiatives et aux capacités individuelles. Si ensuite la chanson fasciste change et que le thème de la « révolution » se renverse, cela dépend de la modification intervenue dans la situation. Auparavant, la révolution « fasciste » dans l'économie consistait dans l'épuration des fonctions économiques de l'Etat, que la dégénérescence de la doctrine « socialiste »(!) lui avait attribué. Ensuite cette même « révolution » consistait dans l'agrandissement continu des interventions étatiques pour mettre fin aux utopies « réactionnaires » du libéralisme qui confiait tout aux individus alors que la loi suprême était le contrôle de toutes les initiatives particulières dans l'intérêt commun de la société, se personnifiant dans l'Etat « fasciste ».

Nous assisterons à une évolution analogue dans tous les autres pays : l'Etat agrandit toujours davantage ses fonctions économiques et, pour ce qui est du domaine financier, par exemple, il est certain que le plan Roosevelt est beaucoup plus « révolutionnaire » que celui qu'a appliqué Mussolini en 1930-31. Les déclamations

fascistes sur les différentes batailles, celle du blé, de la lire, etc., ne font que couvrir d'un masque démagogique des nécessités du capitalisme italien qui n'ont aucun caractère particulièrement fasciste; d'autres gouvernements que celui de Mussolini auraient suivi exactement un chemin analogue. Pour ce qui concerne la stabilisation de la lire en 1927 à un cours que les antifascistes considèreront, par après, exagéré et recherché par Mussolini dans un but de prestige, il s'agira-là d'une mesure destinée à garantir l'entrée de capitaux étrangers (surtout américains), alors que pour ce qui concerne la balance des paiements, la parité assez élevée de la lire représentera un facteur de son assainissement. D'autre part, le solde passif de la balance commerciale, à cause de l'excédent des exportations, aurait certainement été aggravé par une stabilisation à un taux inférieur de la lire, alors que les remises des émigrants pouvaient être mises en valeur avec un taux élevé de la lire. Ce taux, ni en Italie, ni dans les autres pays, n'est en rapport avec l'efficience économique du pays, mais dépend de facteurs bien plus complexes que le capitalisme italien a fort bien compris, que le fascisme a revêtu de sa démagogie, que les tenants de l'antifascisme ont employé dans le but de jeter des illusions trompeuses parmi les ouvriers. A ceux-ci l'on racontait que ce taux dépendait uniquement du prestige « fasciste » puisqu'il s'opposait foncièrement aux nécessités de l'économie et qu'il devait déterminer des catastrophes d'où le fascisme serait sorti anéanti.

Enfin, au sujet de l'économie agraire et des différentes batailles qui y ont été livrées, ici encore nous assisterons à une évolution bien simple et dont nous retrouverons des exemples dans tous les autres pays : les statistiques prouvent nettement que l'augmentation obtenue dans la production résulte régulièrement d'une diminution des surfaces emblavées; que l'allure contradictoire de l'économie capitaliste s'y manifeste nettement dans la direction d'une intensification de la production là où les prémices en existent alors que dans les autres régions les capitaux ne se dirigeront que très lentement et la situation misérable des régions les plus pauvres d'Italie n'aura en rien changé après toutes les victoires magnifiées dans des buts démagogiques. Pour ce qui est de l'augmentation de la production agraire (qui n'est d'ailleurs pas générale, puisque pour les vins on assiste à une régression marquée), il suffira de considérer qu'elle n'est que le contrecoup des progrès de la technique de production et surtout des mesures protectionnistes que le capitalisme a porté à des points des plus élevés.Au sujet des bonifications que le fascisme exaltera comme un miracle du régime, qu'il nous suffise de dire ici qu'en général il s'agit de travaux qui étaient en cours bien avant la Marche sur Rome et dont l'achèvement était évidemment indépendant du type de gouvernement au pouvoir.

Dans le domaine industriel, le capitalisme italien a pu trouver, à un certain point de vue, dans la crise économique mondiale, des conditions qui lui ont permis de résister à la dépression générale. En effet, la baisse colossale des prix des matières premières (l'Italie ne possède aucune des matières premières indispensables à l'industrie lourde) jointe à la contraction drastique des salaires ouvriers, ont permis de préserver relativement une industrie vivant non pour l'exportation, mais pour les besoins intérieurs où d'ailleurs l'industrie étatique et de guerre prenait des proportions toujours croissantes. Tout récemment des mesures gouvernementales ont permis (au travers des licences et du contrôle des devises) à toute l'industrie d'exportation de bénéficier largement des interventions de l'Etat. D'autre part, les mesures prises dans le domaine bancaire auront eu pour effet de libérer les grandes banques du risque dérivant d'une trop étroite liaison avec les branches de la production italienne les plus atteintes par la crise. De 1930 à 1933, le gouvernement procédait à une concentration croissante qui permettait au capitalisme financier de se débarrasser des investissements non rentables en même temps qu'elle lui permettait un contrôle plus direct et plus complet sur l'ensemble de l'économie italienne. La circulation de l'épargne et des capitaux affluant aux caisses directement contrôlées et garanties par l'Etat rejoint l'Institut Mobiliaire Italien et l'Institut de Reconstruction Industrielle, où le grand capitalisme aura des possibilités plus amples de manœuvre et d'une plus immédiate direction de l'économie italienne. Pour caractériser par un exemple frappant les conditions terribles de la classe ouvrière italienne, nous rappellerons que malgré un chômage chronique et en continuelle ascension, le budget de la Caisse Nationale des Assurances Sociales, alimenté surtout par les cotisations ouvrières, n'allouant des indemnités que pendant trois mois, est en boni et peut verser 20 millions à cet Institut de Reconstruction Industrielle.

Les quelques éléments que nous avons donné sur la politique du fascisme, nous permettent de conclure que ce n'est nullement dans le domaine de la politique étrangère, ni dans celui de l'économie et de la politique commerciale que nous retrouverons les caractéristiques du fascisme. Toutes les mesures édictées par le gouvernement de Mussolini s'apparentent strictement à celles appliquées dans les autres pays, alors que dans la floraison des « Plans », élaborés par le parti

ouvrier belge, ou la C. G. T. en France, nous retrouverons les mêmes directives que celles qui ont été appliquées en Italie.

C'est sur un autre terrain que nous retrouverons les éléments spécifiques au fascisme : celui qui concerne la situation qui est faite à la classe ouvrière. Ici aussi il faut toutefois ne pas s'y méprendre, car il n'existe nullement d'opposition organique entre la manœuvre d'un Etat démocratique et celle d'un Etat fasciste. L'un et l'autre doivent anéantir la force, la cohésion et même l'existence d'une avant-garde prolétarienne. Seulement ils y arriveront par un procédé différent. Ce qui change profondément c'est la condition dans laquelle la classe ouvrière se trouvera pour féconder son parti de classe qui la conduira à la victoire révolutionnaire. A l'un des récents Congrès des Trade-Union, nous avons vu, par exemple, se dessiner une tendance pour l'économie corporative se basant sur des considérations analogues à celles que défendra le professeur Spirito de la gauche fasciste. Et, en Belgique, le père du Plan, l'actuel ministre de la Résorption du chômage, M. de Man écrira que l'opposition socialiste à la « Corporation » doit porter sur la défiguration qu'en a fait le fascisme, alors qu'elle peut absolument devenir nécessaire pour la rénovation et la reconstruction économiques. Nous traiterons par après le problème de la transformation en parti de notre fraction, et mettrons alors en évidence les caractéristiques de la situation que traverse actuellement la classe ouvrière en Italie. Nous voulons seulement préciser ici notre opinion au sujet des organisations syndicales fascistes. Par analogie avec les organisations créées par le tzarisme, l'on a considéré la possibilité de développer au sein de ces organisations un travail de noyautage et de destruction de l'intérieur, lequel aurait pu aboutir à en faire des organismes de défense(soit même circonstanciellement) des intérêts ouvriers. Cette question se rattache à une divergence qui opposa notre courant au centrisme au 3e Congrès du Parti Italien. A ce moment, en correspondance avec l'attitude toujours tenue par le parti, nous défendîmes la nécessité d'opposer la formule du « syndicat rouge » au « syndicat tricolore », en mettant bien en évidence que toute possibilité de défense des intérêts — mêmes les plus minimes des ouvriers — ne pouvait être obtenue que par une orientation des masses, pour quitter les organisations fascistes et reconstruire leurs organisations de classe. Pour ce qui est des syndicats fascistes, nous mettions en lumière leur fonction réelle, à savoir que dans chaque conflit le syndicat fasciste intervenait immédiatement pour canaliser la réaction ouvrière vers un arbitrage ayant été décidé par ses organes dirigeants en liaison stricte avec tout l'appareil de l'Etat. A un certain point de vue ces syndicats avaient donc pour fonction d'emprisonner la lutte de classe et pouvaient y arriver justement parce que dans toute manifestation de la vie de ces organisations, l'essentiel était représenté par le milicien fasciste pouvant brandir la menace du Tribunal Spécial contre les ouvriers osant refuser la décision arbitrale de la direction du syndicat, des organes préfectoraux, de la magistrature du Travail. En réalité, il était donc absolument absurde de considérer qu'au sein des organismes fascistes où pullulaient les ennemis, il aurait été possible de développer une lutte clandestine exposant les militants et les ouvriers aux pires attaques de la répression. D'autre part, l'affirmation suivant laquelle il était plus facile de mener une action à l'intérieur et sous le couvert des syndicats fascistes, plutôt que de passer à la reconstruction des syndicats de classe, revient à considérer possible l'absurdité d'une reconstruction des bases de classe du mouvement sous la protection des fascistes eux-mêmes. En réalité, dans la situation actuelle, un plan de reconstruction rectiligne des syndicats de classe est aussi fantaisiste, envisagée en fonction d'une opposition au sein des organismes fascistes, qu'au travers d'une propagande ouverte de l'extérieur. Le prolétariat italien parviendra à reconstruire ses organisations seulement en fonction de sa lutte révolutionnaire pour l'abattement de l'Etat capitaliste lui-même : une évolution pacifique du fascisme vers sa démocratisation, ou vers sa succession, par un gouvernement démocratique étant exclues. Si un pareil gouvernement devait resurgir en Italie, ce serait uniquement au feu des luttes révolutionnaires déjà livrées par le prolétariat et il représenterait une nouvelle rançon que les ouvriers devraient payer à la contre-révolution pour ne pas avoir su forger le parti : le guide de la révolution alors que les conditions pour la victoire avaient mûri.

Les syndicats fasciste obéissent dans leur évolution à la logique qui devait en faire des « prisons des masses ». Lors de la fondation de la Confédération Syndicale fasciste, en 1922, ils proclamèrent le principe de la collaboration de classe; puis l'accord de Palais Chigi, d'août 1923, où le patronat établit le principe de ses rapports avec eux, puis l'accord Vidoni, d'octobre 1925, où l'entente fut établie pour exclure toutes les autres organisations syndicales non légales; puis les lois exceptionnelles de 1926, la Charte du Travail d'avril 1927; jusqu'au Conseil Corporatif de mars 1930 et la Constitution des Corporations en 1935. Chacune de ces phases représente un moment avancé de la conversion de la société vers le fascisme, un moment du refoulement des possibilités de lutte de la classe ouvrière. Pour ce qui est des Corporations et des possibilités de modifications structurelles et révolutionnaires (!) qui en auraient pu surgir il n'y a que les fanfarons antifascistes qui aient pu escompter un débordement de la gauche fasciste des limites que Mussolini et le capitalisme lui avait assignée. Enfin pour l'essentiel, à savoir la fonction consultative dans l'examen de certains problèmes économiques de la corporation, cela ne représente rien de bien nouveau par rapport au Conseil Economique fonctionnant en France, par exemple. Pour ce qui est de toute l'idéologie démagogique dont le « régime corporatif » était accompagné, les limites du capitalisme étaient bien fixées d'avance : il s'agissait de lancer de nouveaux diversifs, de permettre à des charlatans fascistes d'échafauder des plans pour détourner l'attention des problèmes terribles de la situation et de laisser aux constructeurs antifascistes de plans et de révolutions, la possibilité de dessiner la mille et unième perspective d'écroulement du fascisme qui serait miné par la force des idées qu'il aurait mises en mouvement

Seule l'attaque révolutionnaire du prolétariat pourra anéantir, dans la personne du fascisme, le capitalisme italien.

Le problème de la transformation de notre fraction en parti ne peut être considéré qu'en fonction de la double évolution du capitalisme italien, de son régime et du mouvement prolétarien de ce pays en rapport avec la lutte de la classe ouvrière mondiale.

Nous avons indiqué les conditions particulières de la formation de l'Etat capitaliste en Italie : à un certain point de vue, une analogie est possible avec la formation de la bourgeoisie anglaise et allemande, alors qu'il existe plutôt une opposition entre sa constitution et celle de la bourgeoisie française. De même qu'en Angleterre et qu'en Allemagne, le capitalisme italien put passer à la fondation de son Etat bien avant que les contrastes propres à la société féodale arrivent à maturité. Les bouleversements économiques dans les campagnes — aussi bien qu'au point de vue idéologique les mouvements de la Réforme — ne compliqueront pas le processus de la formation de la bourgeoisie qui pourra ensuite, du fait de la maîtrise de l'Etat, les discipliner et les orienter vers la consolidation de sa domination. Il en avait été tout autrement en France, ce qui explique d'ailleurs le fait qu'ici c'est au cours de l'usurpation des mouvements révolutionnaires que la bourgeoisie prendra le pouvoir, alors qu'en Italie, en Allemagne, c'est au travers de guerres contre les puissances étrangères que se formera l'Etat capitaliste. Mais la bourgeoisie italienne ne pourra se prévaloir de conditions géologiques favorables (Allemagne), son sol étant extrêmement pauvre en matières premières et la houille blanche ne pouvant acquérir une valeur productive, adéquate à son importance, qu'à la condition de pouvoir se combiner avec les autres matières premières indispensables à la fondation d'une grande industrie lourde. Le piétinement, dans ces dernières années, des entreprises électriques prouve l'impossibilité pour le capitalisme italien d'exploiter à fond — dans les limites de ses frontières — la seule matière première qu'il possède et dont évidemment il ne peut faire un objet d'exportation. Par rapport à l'Angleterre, l'Italie présentera une infériorité manifeste qui résidera dans le manque absolu de colonies — ceci dépendant de son arrivée tardive dans la courbe de la formation des Etats capitalistes européens.

L'élément positif (formation de l'Etat avant que les contrastes de la société précédente explosent) explique pourquoi le capitalisme arrivera à pénétrer au sein du parti socialiste qui, jusqu'en 1912, stagnera dans une polémique opposant réformistes et intransigeants en lutte pour des questions exclusivement électorales sans pouvoir atteindre une hauteur de divergences théoriques analogue aux débats en Russie et en Allemagne. L'élément négatif (manque de matières premières et de colonies) expliquera le rôle tout à fait secondaire que jouera l'Italie au sein des constellations impérialistes soit avant la guerre qu'au cours de la guerre elle-même. D'autre part, ses conditions d'infériorité économique manifestes expliqueront pourquoi la manœuvre de Giolitti n'arrivera pas à englober les masses travailleuses dans leur ensemble, et le fait que le parti socialiste ne pourra établir son influence, avant la guerre, sur toutes les couches d'ouvriers et paysans. La fraction la plus exploitée de ces derniers se révoltera contre le parti socialiste et s'orientera vers le syndicalisme, donc vers une direction qui n'est pas susceptible de devenir une menace pour l'Etat capitaliste.

Dans l'immédiat après guerre, ces éléments contrastants de l'évolution de la société capitaliste et du prolétariat italien, éclateront dans toute leur ampleur en conséquence, également, de la fébrile activité industrielle, de ses répercussions, pendant la guerre elle-même. D'un côté, le prolétariat passera aux formes les plus extrêmes de la lutte révolutionnaire ; d'un autre côté, le parti socialiste exprimera ses premiers balbutiements sur les questions théoriques et sur les questions essentielles de la conquête du pouvoir lorsque la situation pose déjà les problèmes suprêmes de la lutte révolutionnaire.

Ces précédents historiques donnent à la scission de Livourne sa signification réelle : le prolétariat italien fonde enfin, après des dizaines d'années de luttes terribles, son parti de classe,

L'impossibilité où s'est trouvée l'I. C. d'altérer les bases idéologiques et d'organisation de ce parti, malgré toutes les manœuvres qu'elle aura pu faire ; la majorité qu'obtiendront en 1925 (deux ans après que notre courant eût quitté la direction) les thèses défendues par la gauche, prouve la solidité des conceptions qui triomphèrent à Livourne et la puissance de leur signification historique. Livourne ne tombera donc ni à la suite de manœuvres, ni en conséquence d'une dissociation intérieure, malgré la féroce réaction fasciste. La victoire du centrisme n'est possible qu'en fonction de considérations exclusivement internationales : le parti italien ressentira, d'une façon très aiguë, les contre-coups de la difficulté rencontrée par le prolétariat international pour se donner une théorie de l'Etat, alors que la situation imposera à l'Etat russe son intervention dans le processus complexe de l'évolution de la lutte révolutionnaire dans le monde entier. Le prolétariat italien était celui qui, à cause des précédents historiques que nous avons rappelés, pouvait fournir les meilleures conditions pour aider la classe ouvrière russe et internationale dans les nouvelles tâches qui leur étaient assignées. Pour l'empêcher de s'acquitter de son rôle, quand la situation mondiale était encore un brasier révolutionnaire, le capitalisme international a dû faire déferler le fascisme.

Notre fraction a donc un double acte de naissance : elle est l'héritière de Livourne, mais aussi des situations qui ont conduit l'Etat soviétique à ne pas savoir reconnaître, en un premier moment, le chemin de la révolution mondiale ; à s'encastrer ensuite dans le système capitaliste mondial. Ces situations ne peuvent changer à la suite d'actes de volonté, mais se modifieront par l'éclosion des contrastes inhérents à la nature même de la société capitaliste dans le monde entier. Le problème de la transformation de notre fraction en parti est donc le problème de la culbute des situations actuelles vers leur précipice véritable. Notre fraction ne peut aider à une modification radicale de ces situations qu'à la condition de rester la réaction prolétarienne au ravage du centrisme et la filiation organique de Livourne. Pour ce qui est de la lutte des masses contre le fascisme, notre fraction en a indiqué les bases pour lesquelles elle a constamment lutté, tout en se heurtant aux socialistes et centristes qui, en se prévalant de leurs attaches avec de puissantes organisations internationales, ont mis les ouvriers italiens dans l'impossibilité de battre le fascisme. Notre fraction pourra se transformer en parti dans la mesure où elle primera correctement l'évolution du prolétariat qui sera à nouveau jeté sur la scène révolutionnaire et démolira le rapport de force actuel entre les classes. Tout en ayant toujours, sur la base des organisations syndicales, la seule position pouvant permettre la lutte des masses, notre fraction doit s'acquitter du rôle qui lui revient : formation des cadres en Italie aussi bien que dans l'émigration. Les moments de sa transformation en parti seront les moments mêmes de l'ébranlement du capitalisme, et au point de vue idéologique, sa tâche consistera à accoupler les thèses de Rome avec les solutions du problème de la gestion de l'Etat prolétarien, problème qui avait été pressenti par Livourne, mais qui s'est manifesté seulement, par après, dans toute sa terrible et meurtrière puissance.

PHILIPPE.

Les Internationalistes hollandais sur le programme de la révolution prolétarienne

Nous nous sommes efforcés de résumer l'étude que viennent de réimprimer des Groupes des Communistes Internationalistes de Hollande, consacrée aux problèmes économiques et politiques de la période de transition donc de la période de la dictature du prolétariat. Il faut répéter ce que nous avons déjà écrit : ce travail vient tout à fait à point dans l'état actuel des discussions entre communistes internationalistes. Dans les courants issus de la IIIe Internationale, l'examen systématique de ces questions, surtout à la lumière de l'expérience de la révolution russe, n'a jamais été entrepris. La consigne semblait avoir été donnée de laisser dans ce domaine le champ libre à des social-démocrates du genre de Kautsky. Les internationalistes hollandais forment une louable exception à cet abstentionnisme général. On ne saurait, en effet, s'imaginer qu'un pas, tant soit peu sérieux, puisse être fait pour faire revivre un mouvement révolutionnaire du prolétariat, sans aborder de front ce sujet. A quoi seviraient les appels toujours réitérés à la formation d'un parti révolutionnaire (pour ne pas parler d'une Internationale) si on n'explique pas en quoi doit consister ce travail de formation, si on ne dégage pas le contour de ce parti, la nature de ses fonctions, le caractère de ses rapports avec les masses ouvrières, mais au-dessus et avant tout le contenu du programme, de la transformation sociale, dont il doit être, sinon le principal, en tout cas un des plus importants artisans.

Comme indications théoriques valables sur les problèmes de la période de transition, nous ne possédons que l'étude de Marx sur la Commune de Paris, sa « Critique du Programme de Gotha », si opportunément rappelée et commentée par Lénine dans son « Etat et Révolution ». L'Internationale Communiste, même pas du temps où elle était dirigée par Lénine et Trotsky, n'a pu entreprendre de mettre à jour cette partie de ce qui doit constituer le bagage scientifique du prolétariat en marche vers le communisme. De ce côté il n'y a plus maintenant que falsifications à attendre. On n'aurait donc, à tous les points de vue, qu'à se féliciter de ce que les internationalistes hollandais aient apporté à l'étude de ces questions une contribution, conçue dans le meilleur esprit du marxisme révolutionnaire, s'ils ne tentaient, par la même occasion d'accréditer certaines notions sur l'organisation du prolétariat qui constituent une réelle régression. C'est pour cela qu'il y a lieu de démêler de leur travail le «bon» du « mauvais », de distinguer l'apport positif d'une critique qui sait se nourrir à l'observation du réel, d'une tournure d'esprit qui s'efforce de surmonter les obstacles en leur donnant... un autre nom.

Le but de la révolution prolétarienne est de mettre fin à l'affirmation capitaliste de la plus-value, de faire disparaître en abolissant le droit de propriété sur les moyens de production, tout antagonisme dans la répartition des produits du travail. C'est seulement dans la mesure où elle y réussit qu'elle peut jeter les bases d'une société communiste, qu'elle peut lier les individus par les liens d'une communauté d'intérêt réel et indestructible, faire disparaître avec les privilèges aussi les classes. Tant que des antagonismes subsistent, il serait chimérique d'attendre que le « un pour tous, tous pour un », principe de la société communiste, devienne une réalité.

Longtemps on a cru dans les milieux socialistes qu'il suffirait d'abolir la propriété privée des moyens de production pour créer en même temps les conditions de l'évolution vers la société communiste. Ce n'est qu'au contact du mouvement ouvrier avec la réalité, que l'esprit critique commença à s'exercer et qu'on a pu pénétrer plus avant dans l'étude des formes d'organisation économique de la société, nécessaire à cette évolution. Et encore, ce ne furent pas tant les formes, mais les principes régissant l'organisme économique qui furent précisés . La pièce maîtresse de ce travail d'improvisation théorique est constituée par les clauses marginales que Marx écrivit au programme de la social-démocratie allemande, en 1875. Pour caractériser les idées générales qui avaient cours à ce moment quant à l'utilité générale de l'étude du régime de transition, il faut noter que Marx n'y est amené à traiter assez longuement le problème de la répartition que parce que Lassalle lui avait accordé — erronément de l'avis de Marx — une place importante dans le projet de programme du parti. Les problèmes politiques que soulève la période de transition ne méritaient pas davantage de discussion. De l'avis de Marx, pendant la période de transition l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat». Mais il ajoute : « Le programme n'a pas à s'occuper, pour l'instant, de cette dernière, non plus que de la nature de l'Etat futur dans la société communiste ». Il avait dit précédemment que ces questions ne pouvaient être résolues que « par la science ».

Il est vrai, en enrichissant les sciences de la société d'une contribution d'une rare valeur, Marx avait fait plus que quiconque pour aider à trouver une solution à ces problèmes. N'empêche que sa remarque illustre assez bien l'indifférence avec laquelle étaient traités, à cette époque, des problèmes qui se trouvent aux centres de nos préoccupations actuelles. Il est vrai qu'il n'avait pas été donné à Marx de pouvoir méditer sur la déchéance d'une révolution qui s'est déroulée sous le signe de la lutte pour le socialisme.

La révolution prolétarienne doit donc abolir la propriété privée des moyens de production. Cette abolition met fin à l'infériorité économique des masses. La

révolution transmet le droit de propriété à la classe ouvrière et la met — selon Engels — « en possession du produit tout entier de son travail ». La classe ouvrière possédant « le produit tout entier de son travail » quels seraient les rapports de chaque individus vis-à-vis du produit du travail social? A cette question Marx répondait dans le « Capital »:

« Représentons-nous enfin, pour changer » une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production » communs et dépensant, en parfaite connaissance de cause, leurs nombreuses » forces individuelles de travail comme » une force de travail sociale. Tout ce » qui à déterminé le travail de Robinson se répète ici, mais socialement et » non plus individuellement. Tous les produits de Robinson étaient ses produits » exclusivement personnels et par suite » objets d'utilité immédiate pour lui. Le » produit total de l'association est un » produit social. Une partie de ce produit sert de nouveau comme moyen de » production et reste sociale. Mais une » autre partie est consommée par les » membres de l'association et doit donc » être répartie entre eux. Le mode de » répartition variera suivant l'espèce particulière de l'organisme social de production et le degré correspondant de » développement historique des producteurs. Si nous supposons que la part » de chaque producteur est déterminée » par son temps de travail, c'est uniquement pour établir un parallèle avec la » production (capitaliste) des marchandises. Le temps de travail jouerait donc » un double rôle. D'une part sa distribution méthodique dans la société règle » la proportion exacte entre les diverses » fonctions du travail et les divers besoins. D'autre part, il sert à mesurer la » part individuelle que chaque producteur » prend au travail commun et la part » qu'il peut avoir du produit commun réservé à la consommation individuelle. » Les rapports sociaux des hommes restent ici très simples, dans la production » aussi bien que dans la distribution. »

Dans ses « Critiques », Marx a encore développé d'une façon plus précise les rapports du producteur « libre » vis-à-vis de la société: « Le producteur reçoit donc » individuellement... l'équivalent exact » de ce qu'il a donné à la société. Ce » qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la » journée sociale de travail représente la » somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de » chaque producteur est la portion qu'il » a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de » la société un bon constatant qu'il a » fourni tant de travail (défalcation faite » du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des stocks » sociaux une quantité d'objets de consommation correspondant à la valeur » de son travail. Ce même quantum de » travail qu'il a fourni à la société sous » une forme, il le reçoit d'elle sous une » autre forme ».

Les communistes internationalistes hollandais ont eu le mérite de rétablir la notion marxiste des normes économiques qui règlent l'activité sociale de la période de transition. C'est déjà assez pour marquer la raison d'être de leur étude. On ne pourrait s'imaginer que d'autres rapports puissent s'établir entre le producteur individuel et le produit social du travail que celui qui découle de la part individuelle qu'il a prise à la production. Les communistes actuels se gardent bien d'invoquer Marx à ce propos pour justifier le régime de l'Etat soviétique où le travail continue à être payé à sa valeur, c'est-à-dire au taux qui correspond (ou à peu près) au coût de sa reproduction, ce qui permet aux classes dirigeantes constituées en Etat d'accumuler une plus-value qu'elles utilisent non selon les besoins de développement de la société, mais pour la conservation de leurs privilèges à eux. Mais la controverse avec les centristes n'est nullement épuisée par les quelques citations de Marx que nous venons de faire, car, au premier désaccord sur le quantum individuel de travail comme valeur de la consommation individuelle, s'en greffe un deuxième sur la **qualité** du travail individuel fourni. A ce propos, les communistes officiels sont un peu plus loquaces; ils invoquent Marx, mais à tort, comme nous allons le démontrer.

Le fait d'admettre la part que prend chaque individu au travail social général comme base de la consommation personnelle n'implique pas nécessairement l'égalité de cette consommation, même à quantum individuel de travail égal. En Russie, la grande inégalité des salaires

est justifiée par la nécessité de payer le salaire à sa valeur. Le travail du manœuvre coûte moins cher que celui de l'ingénieur ou du dirigeant soviétique. Il paraîtrait que c'est parce que le manœuvre ne dispose que d'une force de travail brute, élémentaire, qui ne nécessite (ou très peu) de préparation technique de son détenteur d'où absence de dépense — ou investissement de capital — préalable à son emploi — tandis que la force de travail de l'ingénieur ne peut être formée que grâce à des études coûteuses. Bref, la formation d'un ingénieur est plus coûteuse que celle d'un manœuvre et il est donc logique qu'une quantité de travail de l'un soit payée plus cher qu'une même quantité de travail de l'autre.

Staline, dans un entretien avec l'écrivain Emile Ludwig, s'est expliqué de cette inégalité et s'en est référé, pour la justifier, aux « Critiques » de Marx. Ainsi en parlant des « nivelleurs » et « égalitaires » qui reprochent la trop grande inégalité des revenus des diverses couches de la population russe, il les présente comme des adeptes d'un « communisme paysan primitif », d'un communisme de consommation, partisans de la « mise en tas de tous les biens et de leur partage égal entre tous ». Il ne semble pas difficile alors à Staline de démontrer que Marx, Engels et Lénine ont toujours combattu un pareil nivellement et que Marx, particulièrement, a écrit que ce n'est que dans la phase supérieure du communisme que la société pourrait inscrire sur ses drapeaux la formule: « A chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins! ». Après qu'elle aurait appliqué la maxime: «A chacun selon ses capacités, à chacun selon ses prestations ». Mais, précisément, les marxistes révolutionnaires peuvent reprocher à Staline non pas de ne pas appliquer la devise qui devrait être en honneur dans la phase supérieure du communisme, ils lui reprochent de ne pas appliquer la théorie marxiste du socialisme, de ne pas donner à chacun selon son travail.

Parce que Marx distinguait chez les individus des « capacités productives » et des « privilèges naturels » inégaux, Staline lui fait reconnaître qu'il est nécessaire d'appliquer des rémunérations inégales. Or, Marx voyait précisément dans le fait que la part au profit social restait **égale** — à prestation égale, bien entendu — pour chaque individu, alors que leurs besoins et l'effort déployé pour atteindre à une même prestation étaient différents, Marx voyait là dedans l'**inégalité**. Il est vrai que Marx a **écrit** par ailleurs: « La poursuite à grands cris de l'égalité des salaires repose... sur une » erreur, sur un désir malsain qui ne sera » jamais exaucé ». A ce moment, c'était pour démontrer que sous le « **régime du salariat** », la poursuite d'un « salaire équitable » ne pouvait couvrir que l'esclavage, mais nous savons que, selon Marx, la révolution prolétarienne a pour tâche d'**abolir** le salariat. Mais les communistes officiels n'y regardent pas de si près lorsqu'ils citent Marx. Pour enlever tout doute, citons encore les « Critiques » de Marx. Il dit: « A égalité » de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de » consommation, l'on reçoit donc effectivement plus ». Et pourquoi? Parce que « le droit, par sa nature, ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité; mais les individus inégaux ne sont » mesurables d'après une unité commune » qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que » sous un aspect déterminé, par exemple, » dans le cas donné que comme des travailleurs, rien de plus et indépendamment de tout le reste ». Et Marx de conclure: « Pour éviter toutes ces difficultés, le droit devrait être, non pas » égal, mais inégal ». La pensée de Marx apparaît ainsi clairement. L'inégalité que laisse subsister la première phase du socialisme résulte non pas de la rémunération inégale qui serait appliquée à diverses sortes de travail: le travail **simple** du manœuvre ou le travail **composé** de l'ingénieur avec, entre ces deux extrêmes, tous les échelons intermédiaires. Non, tous les genres de travail se valent, seules, « sa durée » et « son intensité » devant être mesurées, mais l'inégalité provient de ce qu'on applique à des hommes ayant des capacités et des besoins différents, des tâches et des ressources uniformes.

Marquons donc, avant de continuer plus avant notre documentation, ce point: lorsqu'on essaye de dégager des lois qui régissent la société actuelle les tendances de leur évolution naturelle (ce à quoi toute révolution doit s'adapter) et de déceler celles qui régiront la socié-

té de demain, on arrive à conclure qu'à la base de toute tentative de transformation sociale communiste doit se trouver la reconnaissance de l'égalité du travail social de tous les hommes. Seul, le prolétariat est capable de donner vie à ce principe, d'en faire une réalité vivante. Autre chose : l'application de ce principe ne doit pas se trouver **à la fin de la période de transition,** au début donc de la « phase supérieure » du communisme dont parlait Marx, mais il se place **à son tout premier début,** il en est **l'assise fondamentale** sans laquelle la période de transition sera tout ce qu'on voudra, hormis une transition **vers le communisme.**

Un enseignement que l'étude des internationalistes hollandais met opportunément en lumière, c'est que la remise de l'appareil de production aux mains de l'Etat, fut-il prolétarien, ne peut conduire au communisme, comme l'exemple de la révolution russe l'a prouvé. Marx et Engels n'ont pu, de leur temps, apporter aux problèmes de la gestion des solutions définitives. Ce qu'on trouve dans l'œuvre d'Engels à ce propos est contradictoire ; quelque fut leur génie, il leur manquait la matière d'expérimentation que l'histoire n'avait pas encore fournie à leur époque. Mais maintenant il n'est plus possible de douter. Certes, **théoriquement,** on peut parfaitement **s'imaginer,** après la révolution, l'Etat « prolétarien » gérant, au moyen d'un appareil de direction économique adéquat, l'ensemble des moyens de production au profit de la collectivité. Mais ce ne peut être que de l'imagination. En effet, que suppose l'existence d'un tel appareil de direction centralisé et son fonctionnement au profit des masses ? Qu'il y ait identité d'intérêt parfaite entre les masses des travailleurs et les centres de direction. Mais à supposer que cette identité d'intérêt existe, est-ce que, dans ce cas, de tels conseils économiques surgiraient ? Evidemment, non. Comme la direction de la production serait dépourvue, dans ces conditions, de tout caractère politique, comme il ne s'agirait, pour reprendre une définition devenue célèbre, que d'une « administration de choses », point ne serait nécessaire d'établir un appareil de coercition. La direction n'aurait aucune raison de restreindre les droits des « administrés ». Puisqu'il y a identité d'intérêt, la volonté des ouvriers groupés dans leurs entreprises ne peut que rejoindre les prévisions établies en haut, puisqu'en tant que matérialistes nous admettons que ce sont les intérêts économiques, présumés ou réels, des groupes sociaux qui déterminent leurs desiderata. L'Etat, dans de telles conditions, serait purement superfétatoire. Personne ne songerait à en créer un, à plus forte raison à lui attribuer des fonctions de plus en plus importantes. Il faudrait, dans ces conditions, simplement un organisme élaborant, avec un minimum de contrainte, les décisions reflétant la volonté collective des masses.

Mais l'expérience d'une séparation profonde entre les organismes de direction économique à la base — dont la fonction de direction cesse rapidement, dans ces conditions, pour se transformer en auxiliaires soumis des organismes supérieurs — et les centres économiques atteste l'existence d'antagonismes profonds. Elle ne peut être que l'expression du fait que deux tendances sociales se trouvent en présence et lorsque la fonction des uns est systématiquement gênée dans son expression au profit des autres, il faut en déduire que l'antagonisme entre les deux est irréductible.

On objectera que la privation du droit des travailleurs à gérer leurs entreprises peut être justifiée par les tâches particulières de la période de transition. On sort, en effet, d'une économie construite en vue du profit capitaliste. Il s'agit de l'adapter à la production en vue de la satisfaction large des besoins de toute la collectivité ; en d'autres termes, des grandes masses. Il s'agit donc, non de consommer, de jouir des richesses et des biens sociaux (entre parenthèses, les biens consommables se réduiront probablement à bien peu de chose au moment de la révolution), mais, avant tout, de **produire,** de **développer** et d'**économiser.** Mais on se demande sur qui la classe ouvrière peut compter, en dehors d'elle-même, pour mener à bien ces tâches. Elle ne peut, pour les accomplir, déléguer ses pouvoirs à personne d'autre qu'à elle-même, si qualifiés et si compétents que les guides qui sollicitent ces pouvoirs puissent paraître. Car le marxisme nous enseigne une chose : qu'une classe ne peut s'émanciper que par ses propres forces. La transformation de l'appareil de production, de machines à produire, du profit capitaliste en un organisme susceptible de satisfaire tous les besoins des masses ne peut être acomplie que par les travailleurs eux-mêmes, non pas par des techniciens, si qualifiés soient-ils, ni des guides, si désintéressés qu'ils puissent s'affirmer.

***

Si pénétrante et si convaincante, l'étude des Internationalistes hollandais est, lorsqu'elle s'emploie à démontrer comment, dans la révolution prolétarienne, les fonctions de direction économique doivent passer directement sans l'intermédiaire de l'Etat, aux travailleurs organisés, aux divers échelons correspondant avec les rouages de l'appareil de production, si abstraite et arbitraire elle nous paraît lorsqu'ils entreprennent de justifier les méthodes politiques d'organisation des masses qui leur sont particulières. A vrai dire, l'aspect politique n'est pas traité explicitement dans leur ouvrage, mais on sent — et ceci n'est pas un reproche, car il ne pourrait en être autrement — la préoccupation politique courir comme un fil blanc d'un bout à l'autre de l'étude et de la dominer.

La thèse des Internationalistes hollandais est connue : les partis politiques sont des organisations spécifiques de la bourgeoisie. Le prolétariat réalise donc son unité non pas au travers de partis politiques, mais au travers des conseils d'entreprises englobant l'ensemble des travailleurs sur la base de la place qu'ils occupent dans la production. Ces conseils sont amenés, par la force des choses, à s'orienter de plus en plus vers le communisme. Lors de la prise du pouvoir par le prolétariat, les entreprises se trouvent donc nécessairement entre les mains des conseils. Ceux-ci commencent à organiser la production sur des bases communistes sans en confier l'organisation à l'Etat. Les syndicats n'ayant plus aucun rôle à remplir, disparaissent. Les fonctions de l'Etat se réduisent à la protection du nouveau régime, donc à la répression des tentatives contre-révolutionnaires des classes dépossédées. Aucune fonction de direction économique ne lui est impartie. Voilà donc l'essentiel du point de vue des internationalistes.

Il est un fait que nul ne peut contester, que les luttes du prolétariat du XXe siècle ont fait apparaître des formes d'organisation tout à fait originales s'adaptant plus particulièrement à la période de commotion sociale dont les grandes luttes révolutionnaires de 1905 et 1917 en Russie, 1918 et 1923 en Allemagne, 1919 en Italie furent les annonciateurs. Dans les deux premiers pays, ce furent les soviets des députés ouvriers et paysans et les conseils d'ouvriers qui servirent de canal au rassemblement des grandes masses. Il est probable que de telles organisations seront les formes spécifiques de l'insurrection prolétarienne de demain et qu'elles serviront d'instrument révolutionnaire aux mains du prolétariat pour établir sa dictature. Si on considère que la prise du pouvoir par le prolétariat ne peut être réalisée que si les grandes masses, celles qui, d'ordinaire, restent en marge de toute activité politique ou sociale, se mettent en mouvement, on ne pourrait presque pas supposer qu'il en soit autrement. Mais même si cela devait se dérouler d'après de tels pronostics, on ne conçoit pas que les conseils puissent venir supplanter toute autre forme d'organisation du prolétariat. La classe ouvrière ne se présentera pas, pas plus qu'aucune autre classe dans l'histoire, une et indivisible devant la révolution. Les idéologies héritées du passé, des intérêts particuliers de groupes au sein de la classe ouvrière même et l'antagonisme entre les deux grands groupes sociaux en présence représentant : l'un la révolution, l'avenir ; l'autre le retour vers le capitalisme, se manifesteront par la création surabondante de groupements d'affinités, qui deviennent, dans la lutte, autant de drapeaux différents autour desquels la classe ouvrière aura tendance à se grouper. Le rôle des partis politiques ne nous semble donc pas aboli ; au contraire, leur activité devient croissante à l'approche de la « lutte finale ». Et de même que l'élément rétrograde de la masse se manifestera en donnant son adhésion aux partis réactionnaires, il nous semble que la conscience révolutionnaire du prolétariat ne peut se manifester qu'en créant un parti exprimant, contre tous les autres, les intérêts durables de la révolution. La construction d'un parti révolutionnaire ne semble donc pas s'opposer aux formes d'organisation dont nous savons qu'elles furent les formes spécifiques de la lutte révolutionnaire et dont, par conséquent,

il y a lieu de supposer qu'elles le seront encore dans l'avenir, mais elle apparaît comme une forme complémentaire, indispensable, sans laquelle elle ne pourrait être complète, de l'organisation du prolétariat.

Certes, le **rapport** entre les diverses formes d'organisation sera, dans chaque révolution, différente, parce qu'on a chaque fois à faire à des complexes sociaux de composition différente (non pas différents quant au contenu, mais quant aux rapports entre les divers éléments constitutifs) imprégnés de traditions historiques diverses. Mais ce n'est pas à cause de la transformation contre-révolutionnaire de tel ou tel parti dans une révolution, transformation conditionnée elle-même par des circonstances historiques et sociales bien concrètes, qu'il convient de décréter la non-valabilité pour le prolétariat de partis politiques en général.

L'**Etat** occupe aussi, dans le système des Hollandais, une place pour le moins équivoque. Après lecture de leur démonstration, il pourrait apparaître à maints lecteurs qu'en réalité, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. La révolution est en marche, elle ne pourrait pas ne pas venir et il suffit de laisser aller les choses à elles-mêmes pour que le socialisme devienne réalité. Or, rien n'est plus étrange de la notion marxiste de l'évolution sociale que cette conception. Les révolutions sont, il est vrai, des enregistrements périodiques que l'histoire institue pour mesurer l'évolution des classes. En ce sens, les classes ne peuvent jamais atteindre un niveau supérieur à celui correspondant à l'ensemble de leurs capacités économiques et sociales, les résultats des révolutions apparaissent comme déterminées d'avance. Mais c'est seulement en ce sens-là, car révolution signifie, avant tout, intervention **consciente volontaire,** des masses pour changer violemment — on pourrait même dire presqu'arbitrairement — le cours de l'évolution et l'orienter dans un sens nouveau. C'est pour cela qu'une révolution, si « mûre » fût-elle, ne peut jamais être un processus mécanique. Il est possible que telle ne soit pas non plus l'opinion de nos camarades hollandais et que la lacune que nous signalons ne résulte que de la nécessité qu'il y avait d'abstraire, en quelque sorte et de montrer, pour la clarté de l'exposition, l'évolution économique comme étant complètement séparée de l'intervention politique, mais il importe quand même de faire plus de clarté sur ce point. Il est vrai qu'ils affirment quelque part que l'Etat reste nécessaire au prolétariat après la prise du pouvoir. Il s'agit d'un « Etat » d'une nature particulière, qui n'est déjà plus, en réalité, un Etat, comme Lénine, après Marx, le montrait d'ailleurs. Il s'agit d'un Etat qui « ne puisse pas ne pas dépérir », alors que le marxisme a mis en relief que l'Etat était toujours l'instrument d'oppression d'une classe sur une autre. Il est possible que, pour la clarté de l'exposition, il faudrait remplacer, dans la terminologie, l'expression d' « Etat prolétarien » par une autre plus adéquate. Mais, avec ces explications, on comprendra nos critiques. L'exposé des Hollandais énonce la nécessité d'un «Etat prolétarien» qui ne pourrait pas s'évader de sa fonction d'instrument de répression de la contre-révolution.

A. HENNAUT.

Projet de résolution sur le problème des liaisons internationales

Il est très facile, surtout actuellement, d'opposer au travail des fractions la convocation de vastes concentrations internationales, groupant pêle-mêle anarchistes, socialistes de gauche, syndicalistes, trotsky tes, communistes, et se donnant pour tâche celle de mobiliser le prolétariat contre la guerre, le fascisme ou contre les déclarations de Staline au sujet de l'Union Sacrée. Seulement, le problème ne réside pas dans le choix du chemin le plus facile, mais bien dans la détermination de l'endroit historique où peut se retrouver le prolétariat, dans la définition des positions politiques autour desquelles les masses peuvent se regrouper en tant que classe, pour les batailles d'aujourd'hui et de demain. A ce sujet, il convient de proclamer qu'en aucun cas toutes les entreprises de confusion qui entendent se substituer au travail des fractions, ne peuvent mener vers la constitution des organismes d'avant-garde qui répondront aux exigences des révolutions de demain.

Les partis se construisent sur le front des luttes de classes, représentent la conscience la plus élevée que le prolétariat ait pu acquérir sous leur aiguillon. Par conséquent, il faut être un opportuniste avéré pour oser affirmer que des conférences, qui groupent des tendances opposées, des personnalités bénévoles, qui lancent des résolutions équivoques, puissent représenter l'endroit historique où se retrouve le prolétariat; une digue contre les événements qui se déchaînent, ou même une garantie pour l'avenir. Les partis ne se construisent pas en dehors des luttes de classe, mais en sont une conséquence. Or, qui pourrait affirmer que le prolétariat international n'est pas écarté, pour un laps de temps donné, de la scène historique par la victoire mondiale du capitalisme ; que la cause de cette défaite ne réside pas dans son incapacité de garder en son sein l'I. C. et l'Etat prolétarien, de bâtir des partis communistes capables de lutter pour le pouvoir ? Précisément ceux qui organisent toutes ces conférences pour des Quatrièmes Internationales ou pour des nouveaux Zimmerwald. Pour ces Messieurs, les partis de la révolution ne se construisent pas sur le front où le prolétariat s'est fait battre, ne jaillissent pas de la résorption du reflux révolutionnaire, mais on les « invente », on les « proclame » après constatation de leur nécessité. Que l'expérience historique nous apprenne qu'un parti résulte du renouveau des luttes de classe se croisant avec un courant marxiste ayant retiré des défaites du passé les armes nouvelles de la victoire, les partisans des Conférences le nient, en attribuant démagogiquement aux masses la faculté de créer spontanément leur programme sous le fouet des événements : notre rôle serait uniquement celui de réveiller les ouvriers à coups de manifestes, leur montrant l'horreur de ce que leur réserve le capitalisme. Mais les événements d'Autriche d'Espagne, de la France, prouvent qu'il faut un guide aux révoltes ouvrières, sous peine d'échec irrémédiable. Plus encore : tous les Schutzbund, les Alliances Ouvrières, ne peuvent sauver le prolétariat qui, au feu des événements, luttera héroïquement sans parvenir à se donner un programme (ce qui d'ailleurs permettra aux traîtres de tout acabit de se coller à ses luttes). Il faut donc un parti, mais il ne suffit pas de dire que parce que les situations dépasseraient le travail des fractions ,il faudrait transformer immédiatement celles-ci en partis, participer dans ce but aux conférences internationales qui ont cet objectif, ou des objectifs plus limités. En changeant de nom, il faudrait aussi changer la substance actuelle des événements : concentrer les ouvriers autour des positions de la révolution, alors qu'ils suivent le capitalisme.

Le front international où se construisent les partis ne passe pas par ces conférences qui nient le fait que le prolétariat est jeté dans la guerre parce qu'il n'a su donner des guides à ses révoltes, élaborer le programme de la révolution communiste mondiale. Ces Conférences se situent en dehors des luttes de classe, sont l'illustration pornographique des défaites ouvrières et nous nous mettrions à leur niveau si nous substituons au travail méthodique de formation de cadres, d'élaboration programmatique, la course vers notre transformation en parti : ce qui, d'ailleurs, ne ferait pas avancer d'un dizième de millimètre le cours des situations. En effet, la lutte des classes s'achemine aujourd'hui grâce à la social-démocratie et au centrisme, vers le dénouement de la guerre impérialiste. Il ne dépend d'aucune volonté de changer ce fait : seule la dislocation du rapport entre les classes, au profit du prolétariat pourrait le changer,mais cela est impossible car tout a été fait pour pulvériser ce dernier. C'est donc dans les catastrophes de la guerre que les ouvriers se retrouveront et chercheront leur drapeau. Par conséquent, la liaison réelle avec les luttes de classes, avec le front où se construit le parti, se manifeste seulement là où on œuvre pour donner des solutions politiques aux explosions de demain : dans les fractions de gauche qui savent parfaitement que l'on ne crée pas le parti de classe sur des sursauts désespérés de prolétaires, mais qui interprètent ces sursauts — écrasés par la réaction victorieuse — comme l'expression même de leur nécessité, de l'utilité historique de leur travail : l'établissement d'un bilan délimitant principiellement les problèmes qui ont brouillé le cerveau du prolétaire, bilan mettant en évidence les enseignements issus de l'immaturité idéologique du prolétariat qui permit au capitalisme de tuer l'I. C., de faire de la Russie l'arme de la contre-révolution.

En affirmant donc que seules les fractions se relient au processus des luttes de classe, qu'elles seules se trouvent sur le front où se construisent les partis, en subordonnant notre participation à des initiatives internationales, à la possibilité de ne pas compromettre notre travail; la création de fractions dans tous les pays, nous faisons preuve non de « sectarisme », ou de « schématisme », mais bien de compréhension des tâches historiques du prolétariat.

En premier lieu, nous supposons non résolus les problèmes qui ont porté au triomphe du centrisme dans l'I. C. et en Russie et affirmons que les nouveaux partis, s'ils seront le fruit des batailles de demain, devront néanmoins réaliser la capacité de faire face aux problèmes devant

lesquels ont failli les P. C., devront donc représenter une étape progressive, supérieure aux formations antérieures.

En répondant à tous les opportunistes par notre volonté d'œuvrer à l'échelle internationale pour la constitution de fraction, nous marquons également l'impossibilité d'un travail commun, autour de problèmes essentiels à la vie du prolétariat, avec tous les courants liquidés par la révolution russe : la social-démocratie, soit de gauche, soit indépendante; nous repoussons au même titre les courants centristes qui, depuis les événements d'Allemagne, ont évolué vers le camp capitaliste et qui, avec la déclaration de Staline, sont entrés dans le giron des forces nationales des pays démocratiques; et enfin les courants apparentés à Trotsky, qui ont sombré dans la IIe Internationale ou envisagent la formation des partis de demain comme leur croisement avec la social-démocratie de gauche. En outre, nous affichons aussi organiquement la nécessité d'un effort idéologique pour armer les luttes de demain de principes : pour créer de véritables P. C., quand le flot révolutionnaire rejaillira à nouveau des contrastes issus du capitalisme. Comme nous l'avons prouvé maintes fois dans « Bilan », ce chemin fut celui de Marx-Engels et ensuite de Lénine : jusqu'ici personne n'a encore essayé d'opposer à notre interprétation des positions de nos maîtres concernant la fondation de la Ligue Communiste, de la Ire Internationale, du parti bolchevik de la IIIe Internationale, un autre système d'idées; nous persistons donc à croire que notre interprétation est juste.

Dans le projet de constitution d'un bureau international d'information, élaboré par notre fraction en mai 1933 (publié dans le n. 1 de « Bilan »), il est mis en évidence que « tout parti peut être fondé seulement sur des considérations internationales » bien qu'il se fonde sur « la notion de la lutte ouvrière contre et pour la destruction d'un Etat capitaliste ». Il est vrai que nous pourrions ajouter « *dans la mesure où il peut lutter* contre et pour la destruction d'un Etat capitaliste », car sous peine de devenir la proie de l'opportunisme, un parti ne peut vivre que sous l'aiguillon de situation mûrissant la poussée révolutionnaire des masses. Ces deux notions, qui ne sont pas contradictoires — comme nous le verrons plus loin — doivent nous guider non seulement dans notre travail de fraction, mais aussi dans la considération de nos tâches internationales.

En effet, l'expérience dont les fractions de gauche héritent se relie à la révolution russe qui fut une explosion révolutionnaire du prolétariat mondial ne pouvant subsister et s'épanouir qu'au travers des luttes de la classe ouvrière internationale. Mais idéologiquement la construction de l'I. C. revint uniquement au P.C.R., alors que les partis des autres pays n'apportèrent pas une contribution à ce travail, et à la solution des problèmes que la Russie dût aborder avec et après la Nep. La fraction actuelle, base du parti de demain, doit donc contenir une solution aux problèmes des rapports d'un Etat prolétarien avec le mouvement international autre que celle qui a fait de la Russie un instrument contre-révolutionnaire. Mais cette solution elle ne peut l'entrevoir que parallèlement aux problèmes propres à la lutte des class du pays où elle agit et qui la porteront à briser le mécanisme de la domination capitaliste. La faculté d'entrevoir une solution aux problèmes internationaux posés par l'érection de l'Etat prolétarien ne peut se concevoir qu'en fonction du mécanisme même de la lutte des classes portant à la lutte contre l'Etat capitaliste.

On peut donc poser le problème ainsi : notre fraction ne peut vivre, se développer que si elle réalise la capacité de répondre aux problèmes internationaux conditionnent son existence. Le fait que nous soyons presque seuls aujourd'hui à examiner des problèmes colossaux, peut préjuger des résultats, mais non de la nécessité d'une solution. En tous cas, seulement une confrontation entre prolétariats de différents pays pourrait donner de sérieux résultats et permettre non seulement le développement des fractions, mais aussi des conditions avantageuse pour la révolution de demain. En effet, si le centrisme a pu triompher si aisément dans l'I. C., en Russie, c'est bien parce que les bolcheviks abandonnés idéologiquement à eux-mêmes, succombèrent devant les difficultés, alors qu'en Italie excepté, partout ailleurs les directions des partis communistes vivaient en parasites de la révolution russe. La confrontation internationale peut donc donner une consistance organique aux fractions, donner à l'Internationale future des bases véritables. Mais puisque la fondation d'une Internationale ne peut se faire que sur la base de solutions aux problèmes de la révolution communiste mondiale, solutions que ni l'I. C., ni la Russie n'ont donné soit avec les quatre premiers Congrès, soit avec Rapallo (Traité commercial Russo-Allemand); puisque l'Internationale ne se fonde pas sur la considération d'un Etat capitaliste mondial, mais sur celle d'Etats capitalistes opposés, donc sur la base de données qui embrassent le monde capitaliste dans son ensemble, une confrontation internationale doit s'effectuer entre des groupes communistes reliés au mécanisme dle la lutte des classe, confrontation portant sur les problèmes posés par cette lutte, afin que puisse se vérifier en même temps que la capacité d'agir contre un Etat capitaliste, l'autre capacité de donner à l'Etat prolétarien une assiette internationale, une direction aboutissant à la révolution mondiale.

A ce sujet, l'on peut affirmer que Trotski a repris, en l'aggravant principiellement, l'erreur — d'ailleurs compréhensible — de Lénine, poussant à la fondation de P. C. avec des courants socialistes « ralliés » au communisme. Après la révolution russe, Lénine rejetait, au nom de la nécessité de développer rapidement des partis pouvant venir en aide à la révolution russe, en renversant leur propre bourgeoisie, sept années de lutte impitoyable contre le menchevisme pour constituer le parti bolchevik. Le parti de Lénine a pu se relier au mécanisme de la lutte des classes en Russie parce qu'il a combattu avec acharnement tout entente avec des courants opportunistes, parce qu'il a préservé ses bases mêmes de tout alliage, parce qu'il a résolu la lutte internationale menées par les gauches de la IIe Internationale contre l'opportunisme, sur le terrain russe en établissant une continuité entre les luttes révolutionnaires menées antérieurement par des ouvriers russes (Narodnia Volia) et la nouvelle phase de l'impérialisme : en somme en réalisant la plus haute capacité d'intervention d'une classe opprimée contre des classes exploiteuses.

La valeur de toute confrontation internationale doit donc résider dans la possibilité de vérifier la liaison des divers groupes au mécanisme des luttes de classes des différents pays, c'est-à-dire dans la possibilité de confronter des expériences de prolétariats différents, de programmes de groupes différents. A notre avis seule une fraction de gauche rejettant tout alliage avec des forces liquidées historiquement, peut atteindre assez de cohésion, de continuité, de cristalisation idéologique que pour réaliser sa liaison avec la lutte des classes. Mais le fait que l'I. C. a résolu négativement le problème, en s'inspirant de considérations tactiques revenant à permettre à des formations socialistes de « rejoindre » le communisme — Trotski dira collaborer au programme communiste du nouveau parti et par là il rompt avec Lénine — nous oblige à poser comme premier élément essentiel — surtout après l'expérience concluante de l'Allemagne (fusion des Spartakistes et des Indépendants) — de toute discussion internationale les conditions historiques que doit réaliser un groupe communiste pour se rattacher au mécanisme de la lutte des classes, répondre aux problèmes posés par celle-ci, en somme, apporter au prolétariat international la contribution des ouvriers d'un secteur capitaliste donné. Dans le document sur la constitution d'un bureau international d'information, déjà cité par nous, il était dit ouvertement que notre fraction n'envisageait pas le travail international comme l'imposition à des groupes de la plate-forme d'autres groupes, ou comme une possibilité de créer une « Internationale » à la trotskiste, mais bien comme un échange d'expériences, une aide idéologique réciproque, aboutissant à l'élaboration de plusieurs plates-formes qui serviraient de matériel pour une conférence internationale. Malheureusement personne ne daigna répondre à notre projet.

Toute entreprise de confrontation internationale, la moindre possibilité de liaison avec d'autres groupes communistes est donc préjugée par le degré de liaison avec le processus même de la lutte des classes des noyaux marxistes, par la tendance à réaliser cet objectif. Il n'y a là aucune contradiction avec l'assiette internationale sur laquelle peut seulement se fonder un groupe communiste, mais une condition essentielle pour résoudre les problèmes internationaux. D'ailleurs il existe deux expériences probantes qui vérifient la substance foncièrement internationaliste de notre conception. En premier lieu, le problème même ds partis de l'I. C. Ensuite, l'expérience du Secrétariat international de Trotski. Pour l'Internationale Communiste, il est prouvé que c'est en Allemagne et en Italie où le P. C. jaillit d'un ébranlement du mécanisme de la lutte des classes, évolua dans une direction où devait se poser le problème du pouvoir, qu'apparurent les premières tentatives d'aider le proléatriat russe par l'apport idéologique des prolétariats de ces pays. Il faut considérer le programme de Gorter comme une tentative de venir en aide à la révolution russe. De même en Italie, les thèses de Rome, combattues immédiatement par l'I.C. — où se trouvait encore Lénine — furent un appel aux prolétariats des autres pays, afin de les déterminer à résoudre le problème de la fondation du parti, c'est-à-dire les problèmes quant à sa nature de classe, sa structure, son programme. C'est parce que le P. C. I., fondé à Livourne , par la gauche de Bordiga, réalisa, grâce à la maturité des situations historiques, la capacité de poser le problème de l'Etat, qu'il put non seulement envisager un travail international conséquent, mais opposer au centrisme une réaction profonde; en Allemagne, c'est la pression de la Russie, après la Nep, qui empêcha un parti fécondé par les luttes des gauches marxistes, dirigées par Luxembourg. et les révoltes de 1919-20, de donner le jour, avant et après 1923, à des courants pouvant reprendre à leur compte les véritables tâches de la révolution allemande. Contre la fraction abstentionniste de Bordiga, voulant créer un P. C. épuré de l'opportunisme, apte à agir contre le capitalisme italien, s'opposèrent Turatti, les maximalistes de Serrati, voulant maintenir l'unité de P. S.

sur la base de l'adhésion unanime à la révolution russe. Par là il est prouvé que l'internationalisme conséquent ne se conçoit pas en dehors d'attaches avec le mécanisme même des luttes de classe.

Ces considérations ne signifient pas qu'après la révolution russe, par exemple, il fut prématuré de créer des partis communistes là où les conditions d'une maturité hautement révolutionnaire ne s'étaient préalablement manifestées. En effet, Octobre 1917 représentait une gigantesque explosion révolutionnaire du prolétariat mondial, se rertouvant dans le secteur russe et ouvrant la phase de la révolution communiste internationale : le monde capitaliste dans son ensemble, en tant que système, étant au bout de son rouleau. C'est en cela que se trouvait la justification de la fondation des P. C. dans tous les pays, métropoles ou colonies, pays avancés ou arriérés. La fondation de la IIIe Internationale fut la base mondiale donnée à tous les partis, trouvant dans l'idéologie avancée de la révolution russe la possibilité, pour tous, de se mettre au diapason; aux prolétariats arriérés de faire un bond leur permettant d'assimiler l'expérience des ouvriers des pays avancés. Mais le poids spécifique des P. C. dans le mécanisme de la lutte des classes ne découlait pas mécaniquement de la position internationaliste que leur donna la révolution russe, mais de l'éclosion même des luttes révolutionnaires, de la capacité des P. C. de s'assimiler celles-ci : de féconder une contribution idéologique au patrimoine du prolétariat mondial. Ce qui ne signifiait évidemmnt pas que pour nous — ainsi que Trotsky nous le reprocha superficiellement — l'Internationale devait être «la somme arithmétique» de ses sections: ce qui est une conception typiquement social-démocrate, mais cela signifiait que si l'Internationale peut fort bien se fonder sur l'apport d'un prolétariat luttant dans un milieu de classe avancé, que si même l'apport de certains prolétariats sera plus considérable que d'autres du fait de conditions sociales différentes et plus favorables, l'Internationale vit dans la mesure où elle permet à chaque parti de réaliser sa capacité de lutter contre l'Etat auquel il s'oppose, donc si elle se retrouve dans chaque parti en même temps que chaque parti peut se retrouver en elle.

La divergence qui nous opposa à Lénine au sujet du processus de formation des P. C. porta au fond sur ce problème : la nécessité de permettre des liaisons profondes des P. C. avec les luttes de classes, par la cristallisation de courants communistes non faussés dans leur nature et leur fonction par des alliages avec des forces historiquement liquidées passant à l'I.C., où le parti dominant n'aurait pas étouffé la contribution des P. C. ni imposé ses solutions.

Une divergence bien plus profonde se produisit avec Trotsky, en 1930, lors de la fondation de l'Opposition Internationale de gauche, mais ici elle aboutit à la désagrégation rapide des groupes oppositionnels et à leur chute dans la IIe Internationale. Aujourd'hui il apparaît clairement que Trotsky n'a jamais compris le problème complexe du parti, que toute la lutte de Lénine pour fonder le parti bolchevik lui est restée étrangère alors qu'il a seulement retenu les positions contingentes appliquées après la création de l'I. C. pour apporter une aide immédiate à la révolution russe. Il est certain que Trotsky falsifie Lénine — autant que Staline — lorsqu'il rattache le chef d'Octobre 1917 à la culbute milé les tronçons socialistes grâce à l'expérience des bolcheviks russes dirigeant l'Internationale, grâce à la maturation révolutionnaire. Mais il ne s'agissait pas de créer avec des confusionnistes un programme commun.L'expérience prouve clairement que Lénine s'est trompé à ce sujet et que ce sont les enseignements propres à la fondation du parti bolchévik qui sont définitifs. En 1930, nous espérions que Trotsky aurait compris la nécessité de revoir, à ce sujet, l'expérience de l'I. C., mais il n'en fut rien : il s'agissait non de créer des fractions mais des groupes de propagandistes des opinions de l'opposition russe, étouffant plus impitoyablement que l'I. C. toute tentative d'expression propre des différents groupes, effectuant des scissions, afin d'imposer mécaniquement des solutions proclamées infaillibles et régulièrement démenties par les événements — comme ce fut le cas en Allemagne, en Belgique — substituant à l'effort pour encadrer chaque organisation communiste par une plateforme résultant d'une revision des événements passés, d'une analyse de la phase nouvelle, la manœuvre politique basée sur la lutte de clans se réclamant de Trotski créant des « oppositions » détachées de la réalité de la lutte des classes. Dès 1930, notre fraction dégagea ses responsabilités et dans une série de lettres publiées dans « La lutte des Classes » engageait la bataille en disant qu'avant tout il importait de voir établir « avec quelles tâches, sur quel programme de base, avec quel système d'organisation » pouvait se constituer un bureau international œuvrant pour l'unification des groupes d'opposition de gauche. « D'une conception fausse de la politique de faillite du centrisme », disions-nous, « ou d'une façon fausse de poser » les problèmes nationaux et internationaux des fractions de gauche » peut découler la faillite des groupes communistes survivants. Ni Trotski, ni ses partisans aveugles ne voulurent tenir compte que si à cette époque les conditions pour une liaison internationale des groupes oppositionnels existaient, il n'existait pas encore de véritables formations de gauche dans tous les pays pouvant assurer l'action efficace d'un centre international. Et sans parler de sa conception fausse du centrisme, dite du « redressement des P.C. », la base même du Secrétariat International de Trotski fut faussée parce que l'ingestion forcée de conceptions politiques fut substituée à la confrontation dont le S. I. aurait dû jeter les fondements en poussant chaque groupe à élaborer ses documents, en se donnant pour unique tâche l'élaboration d'une déclaration générale de principes internationaux : point de ralliement posant des limites historiques et donnant une direction aux discussions devant aboutir à réaliser une plate-forme mondiale, arme décisive d'une fraction de gauche internationale.

L'avènement du fascisme en Allemagne, en mars 1933, n'a pas seulement entraîné la mort définitive de l'I. C. et opposé victorieusemnt à l'alternative de la révolution, celle désormais inévitable de la guerre, mais il a aussi entraîné la banqueroute de l'Opposition Internationale de gauche, qui avait tout résolu et allait créer rapidement la 4e Internationale. Dans la résolution donnée par notre fraction à ce sujet (voir n. 1 de « Bilan ») « Vers l'Internationale deux et trois quart », nous disions que le devoir des ouvriers organisés dans les groupes dits « trotskistes » était de se constituer en fractions pour autant que la création de nouveaux partis avec la social-démocratie n'était qu'une perspective, de quitter ces groupements pour autant qu'il s'agissait d'une tendance réelle. Aujourd'hui, que partout ces groupes ont capitulé et sont devenus l'aile extrême-gauche de la social-démocratie, notre fraction entend ne pas admettre des liaisons internationales avec ceux-ci, aussi bien qu'elle n'en a jamais admises avec d'autres formations opportunistes. On sait qu'à nouveau un certain Secrétariat International «trotskiste» vient de lancer un appel pour une Conférence en vue de constituer — à bref ou à lointaine échéance, peu importe — la 4e Internationale. Notre fraction ne participe jamais à des comédies théâtrales de ce type, d'autant plus cela devient un véritable sport chez ces gens qui, tous les trois mois, découvrent une nouvelle internationale, entrent dans la Deuxième, en sortent, créent, recréent et finalement ridiculisent aux yeux des ouvriers avancés le travail de l'avant-garde. Que ces Messieurs trouvent ici la réponse nette et catégorique à leur travail de confusion : entre eux et nous les ponts sont définitivement coupés et aucun travail international n'est désormais possible entre les fractions de gauche œuvrant pour les partis de demain, l'Internationale de la révolution et des forces sociales passées à l'ennemi de classe. Dans ces conditions, comment devons-nous et pouvons-nous poser le problème du travail international indispensable à notre fraction, d'autant plus que nous avons été saisis de propositions de la Communist League of Struggle d'Amérique, en vue de la convocation d'une Conférence Internationale. Ces camarades soumettent cinq conditions préalables — qui restent à discuter — aux participants :

1) Reconnaître la permanence de la crise du capitalisme et la situation objectivement mûre pour le socialisme;

2) La nécessité de la dictature du prolétariat comme étape transitoire dûe à l'inévitabilité de la guerre civile;

3) La nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois et d'y substituer les Soviets;

4) La nécessité de rompre nettement avec la 3e Internationale, avec la 2e Internationale, avec le groupe des partis et formations socialistes de gauche (Bureau de Londres-Amsterdam), avec Trotski; admettre la nécessité de créer un nouveau centre international;

5) Acceptation des principes du centralisme démocratique comme fondamentaux à l'échelle nationale et internationale.

Il est évident que nous jugeons indispensable une délimitation préjudicielle portant non seulement sur les forces sociales, qui pourraient participer à des discussions internationales, mais aussi quant aux bases principielles définitivement acquises et qui doivent servir de point de départ. Dans notre projet de bureau international de 1933, nous disions qu'une confrontation devait se faire entre les groupes issus de la dégénérescence centriste et se réclamant du 2e Congrès de l'I. C., ce qui excluait toutes les forces liquidées par la révolution russe. Ce bureau aurait eu pour objectif de permettre l'élaboration de quelques documents fondamentaux de groupes. Aujourd'hui que la crise du mouvement révolutionnaire s'est profondément accentuée, que la plupart des groupes qui avaient participé à l'aventure trotskiste de la 4e Internationale s'effondrent lamentablement, payant ainsi le prix de leur incapacité d'aborder les problèmes spécifique aux fractions (la revision des expériences passées et l'élaboration de nouvelles données programmatiques), nous estimons que la limite préjudicielle de l'acceptation des thèses du 2 Congrès, ne peut se rapporter qu'aux questions programmatiques et non aux solutions contingentes et de tactique données par le 2e Congrès. Ainsi, nous sommes d'avis que toute confrontation international, pour répondre à la désagrégation actuelle du mouvement prolétarien, doit examiner le fond des événements historiques qui ont porté au triomphe du centrisme

dans l'I. C. et en Russie. Pour cela même, il serait erroné d'exclure des courants communistes antiparlementaires, sous prétexte que le 2e Congrès à résolu ce problème, alors qu'il a seulement affirmé la nécessité de faire du parlement une arme révolutionnaire sans cependant prouver que cela est possible dans les pays occidentaux de vieille démocratie. Le 2e Congrès a posé comme tâche aux prolétariats des pays démocratiques celle de briser par la violence tout l'appareil fallacieux de l'Etat démocratique, pour instituer la dictature du prolétariat : ici se trouve la notion de principe et non dans l'utilisation du parlement, dont on pourrait parfaitement prouver l'impossibilité. Il en est de même au sujet de la lutte des peuples opprimés, des luttes révolutionnaires nationales, dont on ne pourrait affirmer trouver dans le 2e Congrès une solution définitive: ici aussi l'élément essentiel n'est pas dans l'utilisation obligatoire des mouvements nationaux dans les colonies par le prolétariat — ce qui d'ailleurs s'est avéré impossible (expérience chinoise!) — mais dans une lutte solidaire dans les métropoles, dans les colonies pour le renversement de toute domination de classe. En outre, nous estimons que le 2e Congrès, une fois ces précisions faites, ne contient pas l'exclusion des communistes internationalistes de Hollande (tendance Gorter) et des éléments du K. A. P. D. Il faut considérer que ces courants représentèrent le premier écho aux difficultés pour l'Etat russe, première expérience de gestion prolétarienne, de se lier au prolétariat mondial par un système de principes érigés par l'Internationale; que leur exclusion ne comporta pas la solution à ces problèmes.

Les thèses essentielles du 2e Congrès nous paraissent donc répondre aux conditions posées par les camarades américains. Mais nous pensons que leur point quatre doit être pris en considération, non formellement, mais principiellement. Ce qui ne nous paraît pas être le cas pour ces camarades, du moins s'il faut en juger par les déclarations de leur délégué. Malgré le point quatre, ils n'excluent pas la participation de groupes issus de la social-démocratie ou trotskistes, non reconnus par Trotsky, à leur Conférence Internationale. Cette contradiction résulte des objectifs mêmes qu'ils assignent à une réunion internationale : il s'agit de créer un centre de communisme internationaliste quand en réalité il n'existe pas des groupes pouvant le forger. S'il s'agissait de constituer un bureau d'information, de liaison, ayant pour objectif de faciliter la confrontation, l'étude des expériences des différents prolétariats, le point quatre signifirait une condition fondamentale pour permettre aux communistes internationalistes de répondre à leurs tâches d'aboutir à l'élaboration de documents de base dans chaque pays, pouvant servir à la préparation d'une Conférence Internationale. Mais puisqu'il n'en est pas le cas, les camarades américains convoqueraient donc une Conférence où il suffirait de simples déclarations pour accréditer des courants confusionnistes et où l'on aborderait immédiatement un ordre du jour propre à une Internationale. D'autre part, le point cinq érige en principe le critère de l'organisation intérieure des P. C., basé sur le centralisme démocratique, sans supposer qu'il soit possible d'élaborer un centralisme qui puisse dépasser celui basé sur les approximations démocratiques et aboutir à un centralisme organique résultant de la mise en valeur des énergies du parti au travers d'une hiérarchie de fonctions politiques : ce qui suppose évidemment un programme, des principes orientés vers la révolution mondiale.

En conclusion, nous pensons que la proposition des camarades américains de créer un centre de communisme internationaliste est prématurée. Notre fraction, qui a tout fait pour nouer des relations internationales, pour aider à constituer des centres de liaison, doit constater que tout a été fait, malgré ses propositions positives, pour rendre tout travail organique à l'échelle internationale impossible. Ce fut d'abord Trotski et son S. I. qui galvaudèrent les énergies révolutionnaires, puis les noyaux survivants se désagrégèrent devant leur incapacité d'aborder les problèmes actuels du communisme, alors que cette incapacité s'excusait par le prétexte de se « rattacher » aux masses. Notre fraction n'est parvenue à réaliser une communauté de travail qu'avec la Ligue des Communistes internationalistes de Belgique qui est le seul groupement qui se soit dirigé vers sa délimitation programmatique en vue de donner au prolétariat belge son parti de classe. Dans tous les autres pays ces bases indispensables pour une véritable communauté de travail rejetant les exclusives les excommunications n'existent pas encore et nous ignorons même ce que représente la League of Communist Struggle et comment elle envisage son travail. Actuellement, dans l'état de désagrégation avancée du mouvement prolétarien mondial, notre fraction ne voit donc pas la possibilité de nouer des liaisons organiques avec d'autres groupements. Pour constituer aujourd'hui, ne fut-ce qu'un Bureau international d'information il faudrait se reporter en 1933, alors que les conditions très réduites de cette époque n'existent plus : la dissolution des groupes existants s'étant développée à un rythme accéléré. Mais notre fraction contribuera de toutes ses forces au travail de formation des différents groupes qui se disposent dans une direction communiste conséquente.

JACOBS

22

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

Manifeste de la Fraction italienne de la Gauche communiste

PROLETAIRES!

La fraction italienne de la gauche communiste s'adresse à vous avec la pleine conscience de la gravité énorme de la situation actuelle et des responsabilités qui pèsent sur elle: conscience et responsabilité qui ne sont pas des affirmations vides et abstraites, présomption ou prétention, mais les produits d'un long passé d'activité politique. Par la solide cohérence et le développement de ses positions politiques, que les événements ont confirmées, notre fraction peut représenter aujourd'hui, dans l'ouragan social où tout périclite et se précipite, l'ancre à laquelle peut s'attacher le prolétariat, l'extrême tranchée de la révolution où se construisent et se trempent les bataillons de la victoire communiste. L'appel de notre fraction tend à mobiliser vos énergies afin qu'au naufrage de vos institutions de classe et de vos vies dans la guerre, soit opposée la seule réplique que l'histoire et la lutte des classes admettent: le naufrage et la destruction du régime capitaliste au travers de votre victoire insurrectionnelle. Dans ce but, seule la compréhension du passé peut projecter la lumière sur l'avenir et nous faire apercevoir le chemin de la victoire.

Fascistes, démocrates, socialistes et centristes sont arrivés au terme de leur œuvre: après avoir, par des voies différentes, intimement collaboré à l'œuvre de démantellement et d'étranglement du prolétariat mondial, ils se rejoignent et fraternisent pour donner à cette œuvre la seule conclusion que permet un régime basé sur la division en classes: la guerre. Oh! tous, de Staline à Vandervelde, de Mussolini et Hitler à Laval et Baldwin, tous voudraient éviter de tomber dans le précipice, après l'avoir, pendant de sannées et des années, creusé avec les os des prolétaires massacrés. Ainsi qu'en 1914, de même aujourd'hui, ceux qui — au travers de la guerre civile que le régime capitaliste porte en ses entrailles — ont étranglé, en le prolétariat, la seule force historique capable de construire une société sans classe qui opposera à la société bourgeoise de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la guerre, l'harmonieuse convivance de l'humanité, non plus assujettie, mais s'assujettissant le processus de la production et de son développement; ceux qui, aujourd'hui, comme en 1914, ont vaincu dans la guerre civile, au nom et pour le compte du capitalisme, consacrent cette victoire dans le déchaînement de la guerre: après la « paix » entre les brigands pour massacrer le prolétariat, la « guerre » entre les brigands pour l'hécatombe de millions d'ouvriers.

Au nom de la « paix », on prépare fiévreusement la guerre. Mussolini voudrait « pacifiquement » conquérir l'Ethiopie et, suivant le chemin que les démocrates d'aujourd'hui, français et anglais, ont battu dans le passé, il veut amasser des monceaux de cadavres en Abyssinie afin de « civiliser » ces territoires, lui qui person-